

# RÉVOLUTION ou GUERRE

## #10

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Semestriel – Septembre 2018



### Sommaire

Le surgissement de nouvelles forces communistes et le combat pour le parti international

#### *Situation internationale*

Bilan de la défaite de la lutte des cheminots du printemps 2018 en France

Tract du 28 mars 2018 pour la généralisation et l'unification des luttes

Communiqué du 10 mai 2018 suite au retrait américain des accords de Paris

Le marxisme et la question nationale

#### *Correspondance*

Quel rapport entre le parti international et ses organisations locales ?

#### *Débat au sein du camp prolétarien*

Qu'est-ce que le parti ? (Nuevo Curso)

Sur la future Internationale (TCI)

Nos commentaires et observations sur le texte de la TCI

#### *Histoire du mouvement ouvrier*

Rosa Luxemburg et le féminisme (Nuevo Curso)

E-mail : [intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com), site web : [www.igcl.org](http://www.igcl.org)

4 dollars/3 euros

## Sommaire

Le surgissement de nouvelles forces communistes et le combat pour le parti international.....	1
<b><i>Situation internationale</i></b>	
Bilan de la lutte des cheminots du printemps 2018 en France .....	3
Tract du 28 mars 2018 pour la généralisation et l'unification de la lutte ouvrière .....	6
Communiqué du 10 mai 2018 suite au retrait américain des accords de Paris .....	8
Le marxisme et la question nationale .....	9
<b><i>Correspondance</i></b>	
Quel rapport entre le parti international et ses organisations locales ? .....	13
<b><i>Débat dans le camp prolétarien</i></b>	
Qu'est-ce que le parti (Nuevo Curso).....	16
La future Internationale (Tendance Communiste Internationaliste) .....	20
Commentaires et observations sur le texte de la TCI .....	25
<b><i>Histoire du mouvement ouvrier</i></b>	
Rosa Luxemburg et le féminisme (Nuevo Curso) .....	28

### ***Appel à souscription***

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux.

## Le surgissement de nouvelles forces communistes et le combat pour le parti international

Quoiqu'on puisse en penser à première vue d'un point de vue statique et non historique, l'existence et le développement de ce que nous appelons le *Camp prolétarien* international, est un élément matériel de toute situation historique. Les groupes se revendiquant de la Gauche communiste qui en constituent la principale composante, sont à la fois le produit de cette situation et un facteur actif de son développement en tant qu'expressions les plus hautes de la conscience de classe prolétarienne. Cela apparaît évident durant les quelques rares périodes révolutionnaires lorsque le parti révolutionnaire, voire les partis révolutionnaires, influence et dirige la lutte prolétarienne. Mais c'est aussi vrai lors des périodes où le prolétariat n'est pas massivement en lutte, voire en période de pleine contre-révolution, et que les révolutionnaires sont dispersés, divisés, réduits à de tout petits groupes ou cercles sans influence directe et immédiate dans la classe révolutionnaire. C'est tout aussi vrai aujourd'hui alors que le capitalisme, pris par la crise et ses propres contradictions, impose misère et sacrifices croissants et cherche à entraîner l'humanité dans la guerre impérialiste et que les prolétaires, dans leur grande masse, ne savent pas comment s'y opposer et même hésitent bien trop souvent encore à le faire.

La réalité, l'action, les forces et faiblesses des groupes communistes, du *parti en devenir*, sont une donnée essentielle pour comprendre l'état du monde capitaliste et le cours de la lutte des classes. Voilà pourquoi il importe de relever, de saluer et de soutenir l'émergence en cours actuellement de nouveaux groupes politiques se revendiquant de la Gauche communiste, particulièrement aux États-Unis et en Espagne. L'apport de nouvelles énergies, de sang neuf, est à saluer dans deux mesures. Premièrement, avec la crise de 2008 et la montée de la lutte de classe en Grèce et en Espagne par exemple, on aurait pu penser à un développement concomitant des groupes de la Gauche communiste, développement, il faut le préciser, en termes d'intervention et d'influence, non pas en terme numérique. Or, c'est plutôt l'inverse qui se produit : déliquescence du Courant Communiste International, idéologie défaitiste comme quoi la Gauche communiste aurait fait faillite ayant le vent en poupe (dont la revue *Controverses* reste l'expression la plus achevée), etc. Dans un deuxième temps, la génération de militants des années 1960-70, génération qui a formé la base de la plupart des groupes historiques<sup>1</sup> de la Gauche communiste, est décimée par le fait que de nombreux militants se sont éteints, le reste étant frappé par la démoralisation politique. Bref, la mise sur pied de nouveaux groupes autour de la revue *Intransigence*

(<https://intransigence.org/>)<sup>2</sup> et la création de groupes autour de Nuevo Curso (<https://nuevocurso.org/>) comme la Liga Emancipación (<http://emancipacion.info/>) est à saluer fraternellement. Cette dynamique fait partie du travail constant des militants communistes pour le regroupement des révolutionnaires en parti de classe.

### Se réapproprier l'expérience de la Gauche communiste internationale

La tâche la plus difficile pour les nouveaux groupes communistes est la réappropriation du programme communiste. Il faut voir la réalité en face. Entre la période actuelle et la Révolution d'Octobre de 1917, il y a eu une rupture politique marquée par la plus sombre des contre-révolutions. Seuls quelques petits noyaux communistes ont été en mesure de se maintenir assurant ainsi une certaine continuité politique et programmatique jusqu'à aujourd'hui. Les jeunes générations doivent donc se baser sur cet héritage afin d'éviter de tomber dans l'écueil du modernisme, c'est-à-dire l'idéologie nihiliste qui prétend que tout a failli, y compris donc le marxisme, sauf sa propre nouvelle "théorie". S'il est trop tôt pour se prononcer profondément sur le groupe Emancipación (Espagne) qui s'est encore peu exprimé, la revue *Intransigence* #2 (USA) fait belle place aux textes historiques de la Gauche communiste. En effet, y sont publiés un texte de Grandizo Munis<sup>3</sup> et un autre de la Fraction de Gauche du Parti Communiste d'Italie. Et c'est très bien.

D'ailleurs, les positions de base de la revue *Intransigence* sont des positions typiques de la Gauche communiste. Bien qu'elles soient trop sommaires, par exemple il n'est fait aucune mention du principe de dictature du prolétariat et de la destruction de l'État bourgeois, elles expriment tant bien que mal ce que nous appelons les "frontières de classe", c'est-à-dire les positions résultantes des plus hautes expériences politiques du mouvement révolutionnaire. Cependant, ces positions doivent être des critères discriminants sinon elles ne sont qu'un vœu pieux. Par exemple, l'article publié du groupe Kontra Klasa de Croatie sur la période de transition est complètement opposé aux positions de base affichées par la revue. En effet, celui-

1 . Pour simplifier, le Parti Communiste International (communément appelé "bordiguiste"), la Tendence Communiste Internationale et le Courant Communiste International.

2 . Workers Offensive ([workersoffensive.org](http://workersoffensive.org)) que nous avons salué dans le numéro précédent de cette revue, le Gulf Coast Communist Fraction ([gulfcoastcommunistfraction.wordpress.com/](http://gulfcoastcommunistfraction.wordpress.com/)) sur lequel nous prendrons position dans la prochaine revue, le groupe américain de la TCI, l'IWG et un nouveau groupe canadien, proche de la TCI semble-t-il, le Klasbatalo Collective.

3 . Il semble y avoir un regain d'intérêt dans le milieu révolutionnaire pour Grandizo Munis et son courant politique, le Fomento Obrero Revolucionario, qui n'a malheureusement plus d'expression formelle. Bien que nous ne nous revendiquons pas "directement" de ce courant, celui-ci se place du point de vue historique résolument au sein de la Gauche communiste.

ci sympathise avec la théorie de la *communisation*<sup>4</sup> et dans l'esprit conseilliste le plus pur, l'article complet ne parle de la transition entre capitalisme et communisme que du point de vue économique sans parler de la question centrale du pouvoir politique! Or, cette théorie opportuniste, la *communisation*, est à combattre sans relâche.

Ce qui nous amène à poser la question du regroupement. Oui, il faut se regrouper, mais selon quelle méthode? Le regroupement ne sera jamais l'addition harmonieuse des différents courants ou tendances du milieu révolutionnaire. C'est là une conception démocratique du regroupement. Au contraire, le regroupement se fera au travers d'un processus, qui d'ailleurs se déroule déjà sous nos yeux de manière embryonnaire, de confrontation politique. Par confrontation politique, nous voulons dire la lutte politique qui se trame dans le milieu révolutionnaire entre la gauche marxiste et la droite opportuniste. Cette démarcation, qui est toujours dynamique et changeante, transcende d'ailleurs les organisations formelles. Il n'y pas d'autres voies vers la constitution du parti.

C'est probablement ici la faiblesse principale de la revue #2 d'*Intransigence* : il n'y aucune prise de position, ni débat ou confrontation politique, des différents textes publiés. Pourtant quatre groupes différents y participent. On peut logiquement penser qu'ils n'ont pas tous les mêmes positions sur tous les aspects de la lutte de classes. Pourquoi ne pas utiliser la revue comme un outil pour débattre et discuter pour ainsi entamer un processus véritable d'homogénéisation autour d'un courant ou d'un autre de la Gauche? Le regroupement n'est pas comme un centre commercial où chacun ouvre sa petite boutique pour y vendre sa petite marchandise.

### **Les groupes communistes : expressions d'un prolétariat local ou bien expressions du prolétariat international ?**

De même, le regroupement des révolutionnaires doit se faire directement sur le terrain international selon le principe centraliste de l'internationalisme. Nous trouvons donc réducteur qu'*Intransigence* se place formellement que sur le terrain nord-américain. La revue a "spontanément" un caractère international dans la mesure où un groupe croate y participe, mettant ainsi en contradiction la prétention du regroupement seulement en sol américain. Cette question nous paraît être une des difficultés principales auxquelles se trouvent confrontés les nouveaux groupes. Est-ce que les groupes communistes, y compris ceux d'aujourd'hui, et le parti doivent considérer et aborder les situations et les problèmes, généraux et particuliers, à partir du local ou à partir de l'international ?

Qu'ils soient d'entrée un groupe avec une existence matérielle physique internationale, dans plusieurs pays

et continents, ou seulement dans une seule ville isolée, ne change pas la problématique politique et la démarche avec laquelle les communistes doivent aborder le problème. Pour répondre à cette question qui touche à la dimension espace, il faut adopter la même méthode que pour la dimension temps : un groupe communiste, *a fortiori* le parti, doit considérer les situations et les problèmes qui se présentent non pas à partir du point de vue immédiat mais historique, c'est-à-dire à partir du devenir révolutionnaire et communiste du prolétariat international. Il doit aussi aborder et considérer son activité et son intervention tout comme les situations à partir du point de vue international. Les références et les appels à l'internationalisme, certes indispensables, ne suffisent pas et ne restent que des vœux pieux, des abstractions, s'ils ne sont pas alimentés par la vision et une démarche internationale permanente et par la perspective historique de l'insurrection prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Ces considérations ont des implications politiques concrètes de tout ordre, y compris dans l'intervention dans les luttes ouvrières immédiates et locales.

De même, les groupes communistes et le parti s'adressent toujours au prolétariat international même lorsqu'ils interviennent dans une lutte spécifique et locale avec des orientations et des mots d'ordre particuliers. Parce qu'armés du programme communiste, et donc ayant en permanence en considération le caractère historique et international de la lutte prolétarienne, ils sont les plus capables, et souvent les seuls, pour précisément pouvoir avancer les orientations et les mots d'ordre les plus efficaces selon les moments et les limites de chaque lutte ouvrière, "de la plus petite à la plus grande". Ainsi, tout groupe communiste doit immédiatement se considérer comme une expression du prolétariat international quels que soient les endroits, les lieux, d'où ses membres surgissent et où il peut intervenir directement et physiquement – avec évidemment une responsabilité particulière dans ces endroits. Tout nouveau groupe doit "tendre" – ce n'est pas un "absolu" que l'on peut décréter mais un processus d'homogénéité et d'unité politiques autour du programme communiste pour lequel il convient de lutter – à se former et agir comme un groupe international centralisé. Encore une fois, il ne s'agit pas là de pures abstractions, ni même de "préférences" en soi d'ordre éthique ou encore de dogmes qui se limiteraient au seul terrain de la forme organisationnelle à adopter, mais du choix de la démarche politique générale et de la méthode d'analyse et d'intervention à utiliser et développer en chaque moment et... lieu, voire de terrain ou sujet de lutte, où l'on peut intervenir. Y compris donc dans le combat pour le parti et sa construction.

Robin, Septembre 2018

4 . Théorie ultra-gauche qui prône le passage direct du capitalisme au communisme, évitant ainsi de parler de la question essentielle du pouvoir et de l'État, bref, une version moderne et académique de l'anarchisme.

## Situation internationale

### Rapide bilan de la défaite des cheminots du printemps 2018 en France :

#### L'unité syndicale n'est pas l'unité de la classe ouvrière mais sa division et sa dispersion

Nous publions ci-après le tract que nous avons diffusé à partir du 28 mars 2018 dans les manifestations et assemblées ouvrières auxquelles nous avons pu participer et intervenir<sup>5</sup> lors des mobilisations ouvrières de février, mars et avril 2018 en France et dont l'épicentre a été la lutte des cheminots contre la "réforme de la SNCF" menée par le gouvernement de Macron. Notre tract appelle à ce moment-là les prolétaires à affronter ouvertement, directement et collectivement la tactique des journées d'action et des grèves tournantes, c'est-à-dire le sabotage syndical, pour pouvoir étendre et généraliser les luttes alors même que différentes entreprises d'importance sont en conflit, voire en grève : Air France, les magasins Carrefour, les hôpitaux et particulier les maisons de retraite (EPHAD), l'usine FORD de Bordeaux, la fonction publique... L'idée en est alors répandue parmi de nombreux travailleurs et la perspective d'une lutte massive et unie de différents secteurs est une réalité, un enjeu du moment, une possibilité réelle même si réduite, que les syndicats, les médias et même Macron lui-même "qui n'y croit pas", dit-il dans un interview, sont contraints de reprendre pour la travestir en "convergence des luttes" et la vider ainsi de tout contenu prolétarien. L'extension qui, courant mars, passait par la grève ouverte et reconductible à la SNCF (y compris si elle n'était assumée que par une minorité de dépôts et de gares), était l'unique moyen pour donner confiance et engager le plus grand nombre possible de prolétaires, cheminots compris, et de nombreux autres secteurs dans le combat commun. Et, ainsi, pour imposer à l'État le seul terrain qu'il craint et qui aurait pu au final le faire reculer : celui de l'extension "sans contrôle", c'est-à-dire sans contrôle syndical, du combat de classe, c'est-à-dire d'une dynamique de *grève de masse*.

#### La passivité politique des cheminots les livre au sabotage syndical

Afin d'être la plus efficace possible, notre intervention essaie aussi de prendre en compte une autre réalité qui affaiblit grandement la perspective d'extension : le fait qu'à l'annonce brutale et soudaine de l'attaque le 19 février avec la publication du *rapport Spinetta* qui est particulièrement provocateur vis-à-vis des cheminots, ceux-ci restent passifs et laissent "faire les syndicats"...

5 . La faiblesse numérique de nos capacités d'intervention limite inévitablement l'impact "immédiat" de notre intervention sur des luttes d'ampleur, ici d'ampleur nationale. Il n'en reste pas moins que nous sommes convaincus que l'expression et la diffusion, aussi réduite soit-elle, d'orientations politiques pour la lutte participent de ces luttes en en constituant une force matérielle, parmi d'autres, à la condition de correspondre aux enjeux et aux nécessités immédiates.

qui sont déjà en train de discuter avec le gouvernement. Cette situation va durer jusqu'à la journée d'action du 22 mars où sont organisées deux manifestations différentes à Paris du fait de la grève dans la fonction publique. Les syndicats SNCF, CGT en tête, n'appellent pas à la grève "laissant les individus décider" de leur participation à la manifestation parisienne<sup>6</sup>. Ils s'évitent ainsi la tenue d'assemblées générales qui auraient pu les mettre en difficulté. C'est durant cette période que l'extrême gauche et le syndicat SUD ne cessent de pousser la CGT, le principal syndicat, à organiser la grève sinon, selon eux, « *la défaite sera inévitable* »<sup>7</sup> rabattant et enfermant ainsi les cheminots les plus combattifs sur le terrain de l'unité syndicale "qu'il faut préserver". Alors même que c'est avec la CGT, opposée à la grève immédiate, que la défaite est inévitable ! Le 15 mars, à la stupéfaction du plus grand nombre, l'intersyndicale mise en place au nom de l'unité syndicale et sur l'autel de laquelle SUD poussera les cheminots les plus combattifs à renoncer au combat pour l'extension et l'unité ouvrière, n'appelle pas à une grève reconductible mais à une série de grèves tournantes sur plusieurs mois. Durant toute cette période, au moins jusqu'aux 3 et 4 avril (date des deux premières grèves tournantes), en laissant à l'intersyndicale l'initiative et la maîtrise des décisions, les cheminots passifs se sont livrés mains et poing liés à leur ennemi de classe. Ils lui ont laissé le temps d'organiser et d'imposer le terrain, les conditions et le moment de "l'affrontement", alors même que d'autres fractions du prolétariat, plus faibles et moins centrales, mais certaines déjà en lutte ouverte, étaient dans l'attente et l'espoir d'un foyer central de lutte autour duquel elles auraient pu rompre leur sentiment d'isolement et pu s'engager.

#### Notre intervention par tract est en retard

Pour notre part, nous sommes aussi en retard. Notre tract aurait dû être réalisé plus tôt – au moins pour la journée du 22 mars. Certes, quand nous le publions et commençons à le diffuser le 28 mars, il est encore

6 . Seuls sont déposés des préavis de grève afin de permettre aux individus cheminots de décider seul de leur participation à la manifestation grâce à la grève légale. Par ailleurs, ce jour-là, deux manifestations sont donc censées se rejoindre à la Bastille. Les syndicats veulent éviter à tout prix toute expression, aussi limitée et faible eut-elle pu être à ce moment, d'extension et de lutte générale de tous les secteurs. Les deux manifestations ne se rejoindront pas finalement place de la Bastille en fin d'après-midi "grâce" aux... black blocs qui, en tête du cortège cheminot, cherchent l'affrontement avec la police pourtant bien discrète ce jour-là et bloquent la manifestation à maintes reprises, en particulier boulevard Beaumarchais.

7 . Le groupe trotskiste *Révolution permanente* cité par le blog *Matière et révolution*. Pour un historique plus détaillé du mouvement de 2018, le lecteur peut se référer à l'article du blog : <https://www.matierevolution.fr/spip.php?article4926>.

possible que les orientations de classe que nous mettons en avant soit reprises par les cheminots, voire par d'autres secteurs : l'extension et l'ouverture d'une dynamique vers une lutte unie restent une possibilité. Mais celle-ci s'amenuise de jour en jour jusqu'à disparaître définitivement au lendemain des premières grèves tournantes, les 3 et 4 avril : l'absence d'assemblée reconduisant la grève en opposition aux mots d'ordre syndicaux signe l'incapacité des cheminots à rompre avec la dynamique imposée par l'intersyndicale et l'ensemble des forces de l'État. Selon nous, à partir de ce moment, les prolétaires ont abandonné toute possibilité de disputer, ne serait-ce qu'à minima, l'initiative à la bourgeoisie. Elle pourra ainsi amener les cheminots à l'épuisement jusqu'aux dernières journées de grève de juillet et imposer un échec supplémentaire, après "la loi travail" de 2016 (cf. le bilan que nous en faisons dans *Révolution ou Guerre* #6<sup>8</sup>) et celui de l'automne 2017 (la "réforme" du contrat de travail menée, déjà, par Macron).

### Après le 4 avril, l'impasse et la défaite assurée

Après les 3 et 4 avril<sup>9</sup>, seul un fait "contingent" ou extérieur aux événements eux-mêmes – peu probable en cette occasion – aurait pu briser cette dynamique d'enfermement et d'isolement : par exemple, l'explosion d'un conflit dans un autre secteur – comme autour de l'usine FORD à Bordeaux –, voire une bavure policière. Il n'en fut rien : l'État prit bien garde à ce que sa police contrôle les manifestations et les affrontements avec les black blocs, ou lors des évacuations policières des universités occupées, sans qu'il n'y ait de victimes significatives ; comme lors des affrontements violents du 1<sup>er</sup> mai à Paris sur le pont d'Austerlitz. Politiquement, il tenta et réussit sans difficulté à occuper tout l'espace "social" afin de contrer toute éventualité de conflit nouveau : suite au 1<sup>er</sup> mai, les anciens de *Nuit debout* de 2016 se réveillèrent pour appeler "à faire la fête à Macron" le 5 mai dans une manifestation à Paris. Ils y furent rejoints par leurs

acolytes de la *France Insoumise* de Mélenchon. De même que le syndicat SUD, organisant des "assemblées inter-gares" prit bien soin de maintenir enfermés les plus combatifs des cheminots dans l'impasse de la grève sans issue et de veiller à ce que tous restent sur le terrain syndicaliste, de l'intersyndicale et de l'unité syndicale : « nous appelons l'ensemble des fédérations [syndicales] cheminotes à durcir la grève et proposer la reconduction du mouvement dès le 24 Mai par période de 24h décidée dans les AG » (motion adoptée par l'assemblée intergares parisiennes le 14 mai<sup>10</sup>).

Pour notre part, après les 3 et 4 avril, conscients que la fenêtre donnant sur une extension se ferme sans doute définitivement, nous pensons que les orientations d'action de notre tract "d'agitation" ne sont plus adaptées – même si nous pouvons encore le diffuser d'un point de vue "propagandiste". Nous cherchons l'émergence de minorités de travailleurs en rupture avec la dynamique du mouvement imposée par les syndicats et désireux de la combattre sous une forme qui ne peut qu'être collective et minoritaire, de type comité de lutte ou assemblée "interprofessionnelle". À notre connaissance,

il n'en est apparue aucune sinon... celles, formelles, mises en place par les trotskistes dans les universités entre étudiants et les syndicalistes de SUD qui déboucha sur *l'Intergares* dont l'objet était de rabattre toute volonté combative sur le terrain syndicaliste. Si notre prévision selon laquelle toute dynamique d'extension s'est éteinte au lendemain des 3 et 4 avril s'est vérifiée, il est clair qu'au moment où l'Intergares appelle à « durcir la grève », la CGT et SUD n'essaient plus alors qu'à entraîner le maximum de cheminots restés combatifs dans la défaite, l'épuisement, l'écœurement et le découragement les plus profonds. Aurions-nous eu des forces numériques un peu plus conséquentes que nous aurions certainement

produit un deuxième tract tirant les leçons du mouvement et avertissant contre le jusqu'au-boutisme de la CGT et de SUD dans les grèves tournantes – au final, il y eut 36 jours de grève<sup>11</sup> – afin précisément de

### "Jusqu'au-boutisme" et sabotage gauchistes



AG de Paris-Nord

(photo de *Révolution permanente*)

« Mais pour gagner, les cheminots vont devoir durcir le mouvement et ça ils en ont bien conscience ». "Durcir" le mouvement ? Dénoncer et s'affronter à la tactique syndicale de grève perlée ? Non... plus "radical" encore : changer le calendrier des jours de grève ! « La rencontre intergares a voté comme dans plusieurs AG, dont Paris Nord, de décaler les jours de grève perlée du week-end du 2 et 3 juin au 4 et 5 » ! (le site trotskiste de *Révolution permanente*, tendance du NPA, 29/5/2018).

8 . <http://www.igcl.org/Reflexions-et-bilan-sur-la-lutte>.

9 . Ne pouvant publier la version anglaise du tract que nous entendions faire connaître aux lecteurs "non français" que le 10 avril, nous avons accompagné sa publication sur notre site web d'une courte actualisation, uniquement en anglais, qui essayait de prendre en compte l'impuissance ouvrière à remettre en cause la grève tournante après les journées du 3 et 4 avril auquel le lecteur peut se référer : <http://igcl.org/For-an-Efficient-and-Powerful>.

10 . <http://www.revolutionpermanente.fr/En-inter-gares-les-cheminots-appellent-les-federations-a-durcir-la-grève>.

11 . Bien sûr, les militants communistes qui auraient pu être cheminots auraient continué la grève, en déclinant et adaptant l'intervention du groupe politique comme un tout selon les moments et les lieux, jusqu'à ce que la grève se termine sur leur lieu de travail. C'est évident mais cela va mieux en le disant vu



limiter autant que faire se pouvait l'ampleur de l'échec en favorisant le partage des leçons de cet épisode de lutte avec le plus grand nombre.

Finalement, le 14 juin, la loi est adoptée au Parlement et les grèves tournantes, avec de moins en moins de participants, continuèrent jusqu'à juillet dans... l'indifférence générale croissante et avec des cheminots isolés, divisés entre grévistes et non grévistes, épuisés, désespérés et asphyxiés par les retenues sur salaire du fait des 36 jours de grève.

### Macron et la fin du fétiche des grèves générales de 1968 et 1995

La bourgeoisie française vient de remporter une série de victoires importantes contre le prolétariat en France tant au plan de son exploitation économique qu'au plan politique depuis le printemps 2016 et la "loi travail El Khomri"<sup>12</sup>. Il est possible – nous livrons ces éléments pour réflexion – que la défaite des cheminots marque la fin d'une particularité de la lutte ouvrière en France. La bourgeoisie européenne, intéressée à l'élimination de tout mauvais exemple prolétarien, ne s'y trompe pas. Dès le 24 avril, le journal espagnol de droite *El Mundo* titrait que « *Macron veut enterrer mai 68 et l'automne 95* » en relevant qu'en France, « *reste le mythe de la révolution dans la rue. Mais cela, Macron va l'enterrer* ». Outre une relative "mise à niveau" du prix de la force de travail, c'est-à-dire de l'exploitation des prolétaires, au niveau des principaux rivaux européens, la bourgeoisie française vient donc ainsi de remporter une victoire politique contre le prolétariat<sup>13</sup>. Sans doute la tactique des journées d'action syndicale menée systématiquement depuis 2003, et basée précisément sur la mystification des grèves générales de 1968 et 1995, en particulier présentées comme ayant résulté de l'unité syndicale, est-elle maintenant usée jusqu'à la corde – ne serait-ce que parce qu'elle n'a débouché que sur des reculs et des échecs cuisants malgré des mobilisations massives successives depuis 2003 comptant parfois jusqu'à des millions de manifestants et de grévistes. En outre, les formes modernes de la production capitaliste ont liquidé la plupart des grandes usines ou secteurs, sur lequel se fonde le fétiche gauchiste et anarchiste de la grève générale, au bénéfice de petites unités de production dans lesquelles le "management" est omniprésent tant au plan idéologique que politique – interdisant les assemblées, voire y intervenant directement s'il ne peut les empêcher. Du coup, toute initiative de lutte ou de grève s'en retrouve beaucoup

certaines confusions d'ordre petite-bourgeoises (un "sauve-qui-peut" individualiste face à la défaite à venir), qui peuvent circuler dans les rangs de certains cercles ou groupes de la Gauche communiste, comme par exemple le CCI en certaines occasions.

12 . cf. *Révolution ou guerre* #6.

13 . En lien avec le fétiche de la grève générale, de 68 et de 95, dans l'imaginaire collective – qui peut aussi représenter une force matérielle dans la lutte des classes –, entretenu à dessein par les syndicats et les médias, les cheminots avaient pris la place de la forteresse ouvrière de l'usine Renault Billancourt dans la proche banlieue parisienne fermée en 1992. "Quand Billancourt éternue, la France s'enrhume" était-il dit...

plus difficile. Mais de manière contradictoire, du fait même de ces conditions "modernes" d'exploitation du travail, la nécessité de l'extension immédiate au-delà de l'entreprise et en grande partie sur une base géographique – et non corporatiste – n'en devient que plus aiguë et vitale ; et cela contrairement aux grandes usines d'antan ou de secteurs vitaux comme les cheminots qui pouvaient croire, à tort, qu'à eux-seuls, ils pouvaient faire plier la direction et le gouvernement. Cette mystification corporatiste portée et alimentée par les syndicats ne peut que perdre de sa puissance aussi du fait des conditions modernes de l'exploitation capitaliste.

Le prolétariat en France vient donc de subir plusieurs échecs politiques et reculs de ses conditions de travail et de vie. Pour autant, nous ne pensons pas que ces échecs représentent une quelconque défaite "historique" au niveau français ; et encore moins au niveau international. Selon nous, et sans pouvoir développer ici, ces reculs significatifs ne représentent pas une véritable rupture dans le développement de la lutte des classes internationale affaiblissant de manière significative le prolétariat mondial. La lutte des classes en France, sous l'impulsion de la bourgeoisie et tout particulièrement du gouvernement Macron qui a déjà annoncé une énième réforme des retraites à venir, ne peut que s'accroître tout comme dans tous les autres pays du fait de la crise du capital et de ses poussées à la guerre impérialiste généralisée.

Pour les prolétaires et les communistes, tant le déroulement et l'impuissance de la lutte des cheminots que les implications politiques plus larges que nous pouvons entrevoir suite aux derniers épisodes de luttes en France, soulignent combien les hésitations, voire la passivité, des prolétaires face aux combats politiques que la classe ennemie leur impose dans les luttes, dans les grèves, dans les assemblées, voire pour tenir des assemblées, sont lourdes de conséquences. Les uns et les autres ne peuvent faire l'économie de se confronter à toutes les forces politiques, particulièrement de gauche, syndicales, politiques, médiatiques, policières, etc. de l'appareil d'État bourgeois. Et en premier lieu aux syndicats dans les luttes immédiates. La lutte de classe prolétarienne "économique", parce qu'elle s'affronte inévitablement à l'État quels que soient le niveau et le degré du combat et parce qu'elle porte en elle la perspective révolutionnaire de l'insurrection ouvrière et de la dictature du prolétariat, est une lutte essentiellement **politique**. Voilà pourquoi notre tract se termine par un appel au regroupement et l'organisation des prolétaires et des révolutionnaires. Voilà pourquoi aussi, nous considérons que *l'indifférentisme politique* qu'il soit d'ordre *économiste*, anarchiste – y compris radical de type black bloc – ou encore d'ordre *conseilliste*, est à combattre résolument tant par les ouvriers en prenant directement en main le combat politique dans leur lutte que par les groupes communistes dans leur intervention générale.

RL, juillet 2018

## Tract du GIGC (28 mars 2018)

*Grève à la SNCF, luttés et conflits dans tous les secteurs, manifestations des étudiants et des retraités*

### **Pour une riposte prolétaire efficace et puissante, généralisation et unification de la lutte contre le capitalisme français !**

Après la manifestation du 22 mars, les cheminots seront en grève tournante à partir du mardi 3 avril. Ils feront grève tous les 5 jours et le planning est déjà établi jusqu'en... juin. Une fois de plus, la tactique syndicale des journées d'action qui a systématiquement mené à la déroute en 2003, en 2007, 2010 et 2016, est resservie avec la variante que les travailleurs feront une grève tournante ! Si ce scénario et ce planning ne sont pas remis en cause par les assemblées générales et par les grévistes, non seulement les cheminots vont à la défaite mais, en plus, les autres luttés ou foyers de conflits sociaux ne pourront se reconnaître et s'unir autour des premiers pour imposer un véritable rapport de force au gouvernement et au capital français. Pourtant le mécontentement ouvrier s'exprime un peu partout : dans la santé, les services publics, Air France, mais aussi dans le privé, les menaces de licenciements à Ford et dans de nombreuses autres entreprises de par le pays, ou encore parmi les retraités et les étudiants de faculté – bien souvent enfants de prolétaires et futurs prolétaires pour la plupart. Avec les journées d'action syndicales, toutes ces luttés resteront isolées et seront alors à leur tour défaits. Alors que leur extension et unification serait le meilleur moyen de faire reculer le gouvernement et l'État sur toutes ces attaques.

#### **Toute la classe ouvrière est attaquée**

Il est clair pour tout le monde que l'attaque contre les cheminots est une attaque, économique et politique, contre tous les travailleurs de ce pays. Après les attaques de 2016 contre les contrats de travail, la bourgeoisie française vise bien sûr à imposer de nouveaux sacrifices aux cheminots eux-mêmes et poursuivre son offensive contre toute la classe ouvrière.

Au fil du temps et des luttés, les cheminots nous ont été présentés comme le dernier bastion de la classe ouvrière résistant en France. À tort ou à raison, le mythe est là et le gouvernement Macron et, derrière lui, tout l'appareil de l'État capitaliste français, veut l'abattre. La bourgeoisie française veut aussi ranger définitivement le souvenir des grandes grèves, 1995 ou encore 1968, et la menace qu'elles représentent pour elle, dans le tiroir de l'histoire passée. L'heure n'est plus aux hésitations face au prolétariat si le capital français veut rattraper son " retard " sur ses concurrents :

*« La France n'aura aucune capacité motrice si elle ne porte pas un discours clair et un regard lucide sur le monde. Mais elle ne l'aura pas non plus si elle ne renforce pas son économie et sa société. C'est pourquoi j'ai demandé au gouvernement d'enclencher les réformes fondamentales qui sont indispensables pour la France. Notre crédibilité, notre efficacité, notre force sont en jeu. Mais la force de quelques-uns ne peut se nourrir longtemps de la faiblesse des autres. L'Allemagne qui s'est réformée il y a une quinzaine d'années, constate aujourd'hui que cette situation n'est pas viable. Mon souhait est donc que nous puissions construire une force commune »* (Emmanuel Macron, interview à des journaux européens du 21 juin 2017).

Le discours est clair. Il faut abaisser encore plus les conditions de vie et de travail – ce qu'ils appellent les réformes – du prolétariat pour que le capitalisme français puisse jouer un rôle sur l'arène impérialiste mondiale et guerrière au côté de l'Allemagne et face aux grands rivaux américain, chinois et russe. **Non seulement le prolétariat doit payer pour la crise économique du capitalisme mais aussi, et de plus en plus, pour la guerre impérialiste à laquelle la première, la crise, mène inexorablement.** Or il est le seul à pouvoir s'opposer à cette dynamique infernale... en refusant les sacrifices par la lutte et en offrant une autre perspective historique et révolutionnaire, celle d'une société communiste sans misère et sans guerre – et dont il convient de rappeler que le stalinisme fut en URSS et dans le monde le principal et sanglant fossoyeur.

#### **S'opposer par la grève et l'extension à l'enfermement et l'isolement syndical**

La tactique que les syndicats ont mis en place isole d'avance le combat des travailleurs de la SNCF dans la corporation et dans un planning de journées de grève qui ne peut que les enfermer encore plus dans une grève sans autre perspective que de la faire durer " jusqu'au bout "... ce qui, très rapidement, provoquera la division au sein même des grévistes entre ceux qui voudront et pourront faire grève et ceux qui ne le pourront pas, ou moins, et qui se décourageront.

La tactique syndicale des journées d'action est à rejeter. Elle impose des revendications et des combats corporatistes et isolés. Pire même, en imposant les préavis légaux pour faire grève et en n'appelant plus aux assemblées générales dans bien des dépôts SNCF - sur ce point DRH, " management " et syndicats œuvrent de concert dans toutes les entreprises –, les journées d'action syndicales font de la grève une décision purement individuelle et non collective ce



qui affaiblit d'autant la volonté de combat et le sentiment de solidarité ouvrière, chaque ouvrier étant renvoyé à sa conscience ou volonté "individuelle", y compris maintenant à la SNCF en faisant une déclaration individuelle préalable.

### **Que faire face à l'impasse syndicale ?**

Comment déborder les mots d'ordre syndicaux ? Lors de la grève à la SNCF de décembre 1986-janvier 1987, et alors que la CGT avait mis en place des piquets de... travail pour empêcher le déclenchement de la grève le vendredi 19 décembre 1986, les cheminots avaient imposé leur assemblées générales (AG) et s'étaient mis en grève contre la CGT et les autres syndicats. C'est cette voie-là qu'il faut reprendre. **Imposer les AG pour décider de la grève même si les syndicats s'y refusent, en est le moyen. Reconduire la grève dans les dépôts SNCF et dans les assemblées après le 3 avril en est certainement un premier pas.**

Mais s'il est nécessaire, il est aussi insuffisant. L'objet de la grève ne doit pas être en soi le simple blocage de l'économie – le capital sait s'organiser pour y faire face et contourner les points de blocages – mais l'extension de celle-ci aux autres secteurs et entreprises. Pour cela, il convient d'avancer des revendications les plus unitaires possibles que les autres travailleurs puissent reprendre pour leur propre compte.

Quelques propositions parmi d'autres (et à discuter, voire à décliner, selon les situations locales particulières) : les travailleurs de la société de nettoyage des gares ONET sont en grève. Il faut avancer qu'ils aient les mêmes conditions de travail et de salaire que les cheminots – voire, selon la force de la grève, exiger la fin des sous-traitants et leur embauche par la SNCF. Face aux menaces de licenciements à Ford Bordeaux, maintien des salaires et du contrat de travail jusqu'à la fin de leur chômage, voire embauche dans des services publics. Ou encore, puisque la retraite des cheminots va être de nouveau attaquée, avancer la revendication de la mise à niveau de toutes les retraites, publiques-privées, sur celle des cheminots ou plus largement des transports publics. Ou bien encore, dans la foulée des revendications à Air France, augmentation des salaires et des retraites pour tous... **Tout ce qui va dans le sens de l'unité est à reprendre. Tout ce qui va dans le sens de l'isolement est à rejeter.**

De même, les AG doivent chercher les liens et l'extension de la lutte autour d'elle, géographiquement, par leur ouverture aux autres travailleurs en lutte ou bien encore par l'envoi de délégations massives aux autres secteurs et entreprises, voire dans les quartiers dits populaires. L'extension de la grève ne doit pas se réduire à l'extension à la SNCF d'autant que les principaux syndicats opposés à la grève réussiront à la bloquer dans les dépôts les moins combatifs tout en épuisant les grévistes sous le prétexte qu'il faut d'abord mettre en grève toute la SNCF avant d'étendre. Elle doit se faire sur une base géographique, par quartier, ville ou région et, par contre-coup, c'est son succès qui convaincra les moins combatifs de la SNCF de rejoindre le combat. Outre les entreprises et secteurs en lutte, c'est aussi le moyen pour entraîner les quartiers et les jeunes, et moins jeunes générations, dans le combat de classe contre le capitalisme et ainsi leur offrir une véritable solidarité, dans la lutte, et une perspective de lutte de classe. La perspective du combat de classe contre le capitalisme est le seul remède contre le désespoir et les impasses sociales.

### **Se regrouper pour le combat pour l'extension et l'unification**

Enfin, partout où c'est possible, il convient que les travailleurs les plus combatifs et les plus convaincus de ces orientations, du besoin de lutter contre l'isolement et les pièges syndicaux, se regroupent en comités de lutte ou "assemblées interpro" – peu importe le nom – afin de s'organiser et d'intervenir collectivement partout où ils le peuvent pour assumer ce combat à la fois pour l'extension et l'unification et contre leur sabotage par les syndicaux. Car, le combat pour l'extension et l'unification ne pourra faire l'économie de cet affrontement politique contre les organes particuliers, car agissant directement en milieu ouvrier, de l'État capitaliste que sont les syndicaux et les partis de gauche.

**Dès le 3, dans tous les dépôts SNCF, assemblées générales pour imposer la grève reconductible !**

**Dans les entreprises, les quartiers et les villes, extension et unification de la grève, des manifestations et du combat de classe !**

**Dans les entreprises, les quartiers et les villes, regroupement et organisation des travailleurs les plus combatifs désireux de combattre pour l'extension et l'unification de la lutte !**

Le Groupe International de la Gauche Communiste, le 28 mars 2018

## Communiqué sur le retrait américain de l'accord sur le nucléaire iranien : Une étape dans la marche à la guerre impérialiste généralisée (10 mai 2018).

La décision de Trump de dénoncer l'accord sur le nucléaire iranien est un pas important dans l'évolution des " relations internationales ", c'est-à-dire des rivalités impérialistes. Les conséquences n'en sont pas seulement les risques d'extension immédiate des guerres au Moyen-Orient, aussitôt confirmés par l'affrontement direct entre les forces iraniennes et israéliennes dans la nuit du 9 au 10 mai. Mais surtout l'aggravation accélérée des tensions entre grandes puissances impérialistes et l'affirmation croissante d'une polarisation impérialiste centrale entre les États-Unis et l'Europe continentale. C'est un véritable ultimatum que la bourgeoisie américaine pose à l'ensemble de ses rivaux... et tout particulièrement aux européens. Ce que l'ambassadeur américain en Allemagne a aussitôt explicité ainsi : « *les entreprises allemandes faisant des affaires en Iran doivent liquider leurs opérations immédiatement* » ! (cité par le journal allemand *Der Spiegel* du 9 mai<sup>14</sup>).

Au-delà de l'aspect économique, secondaire en fait car l'Allemagne et l'Europe pourraient très bien supporter en soi un arrêt de leurs investissements en Iran, l'ultimatum est d'ordre politique et impérialiste. « *Les États-Unis ont choisi le chemin de la confrontation avec l'Europe* » (idem). Pour le capital allemand et ses principaux alliés de l'Union européenne, le dilemme est clair : ou se soumettre à l'ultimatum américain et s'attendre à étouffer très rapidement sous les diktats successifs qui suivront et perdre tout crédit impérialiste auprès des autres grandes puissances ; ou bien est-il « *temps pour l'Europe de résister aux États-Unis* » (idem) en regroupant autour d'elle le front impérialiste anti-américain, à commencer par la Chine et la Russie. Cela n'ira pas sans difficultés et contradictions internes à chaque pays européen comme *Der Spiegel* l'exprime, visiblement à regret, pour la bourgeoisie allemande dont certaines fractions hésitent encore devant l'inéluctable : « *l'Europe est confrontée à la perte potentielle de ce qui a été la constante la plus importante, la plus fiable et la plus bénéfique de [sa] politique étrangère depuis des décennies : le partenariat avec les États-Unis et la relation transatlantique* » (idem). Cela n'ira pas sans difficultés et contradictions internes à l'Union Européenne, en particulier avec les pays anti-russes et pro-américains de l'ancien bloc de l'Est.

Mais les principaux pays européens n'ont plus vraiment le choix. Trump n'a de cesse de pointer et de provoquer l'Union européenne et l'Allemagne. Il exprime ô combien clairement à la fois le degré atteint par les contradictions du capitalisme, l'exacerbation de la concurrence entre capitaux à la recherche effrénée de profits se réduisant comme peau de chagrin, qui nous entraîne dans la guerre généralisée ; et, en conséquence

et en complément, la rage désespérée qui s'est emparée de la bourgeoisie américaine face à son recul historique constant, depuis la disparition de l'URSS, sur la scène internationale. Le capitalisme entraîne l'humanité dans la guerre impérialiste généralisée. Le prolétariat international, classe exploitée et classe révolutionnaire à la fois, n'a pas le choix non plus. Ou se soumettre au capital et ce sera encore plus de misère et d'exploitation pour préparer la guerre généralisée, puis du fait de la guerre elle-même ; ou bien résister aux attaques du capitalisme en s'affrontant à ses États et ouvrir la voie à leur renversement, à la destruction du capitalisme lui-même et à l'instauration d'une société communiste sans misère, ni guerre.

Pour que le prolétariat international puisse ouvrir cette perspective et cette espérance, encore faut-il qu'il s'engage avec résolution dans la confrontation politique avec toutes les forces de chaque État capitaliste, partis politiques de droite comme de gauche, syndicats et autres forces d'encadrement idéologique et politique, et à la répression bourgeoise<sup>15</sup>. Si chaque bourgeoisie nationale n'a d'autre choix que de s'engager dans la marche à la guerre généralisée et dans la confrontation avec sa propre classe ouvrière, le prolétariat international – et particulièrement ses minorités les plus conscientes et combatives en se regroupant pour se mettre à la tête de ce combat politique de classe – n'a d'autre choix que de s'engager dans la défense résolue de ses intérêts de classe en assumant la confrontation avec le capitalisme et son État.

Le GIGC, 10 mai 2018.

PS. Nous attirons l'attention sur la prise de position de Nuevo Curso (en espagnol) dont nous partageons l'essentiel : <https://nuevocurso.org/tratado-nuclear-y-rescate-argentino-dos-caras-de-la-guerra-comercial/>.

14 . <http://www.spiegel.de/international/world/time-for-europe-to-stand-up-to-the-united-states-a-1206997.html>

15 . C'est précisément ce que le prolétariat en France n'arrive pas à faire alors même que les conditions pour une lutte étendue et généralisée étaient réunies autour de la grève des cheminots courant mars. En ne disputant pas le timing, le planning, des journées de grève aux mains des syndicats, en respectant le terrain des discussions et des négociations gouvernement-syndicats, bref en n'affrontant pas politiquement dans les assemblées et sur les lieux de travail le sabotage syndical, la lutte des cheminots et les autres mobilisations (comme celle d'Air France ou de l'usine FORD à Bordeaux) vont subir des échecs – sauf événement imprévu brisant le cours des événements – du fait de leur isolement et malgré leur combativité. C'est un enseignement pour le prolétariat de tous les pays.

## Marxisme et question nationale

La fin de l'année 2017 fut marquée par le renouveau des querelles nationalistes en Europe. Après l'Écosse, puis la Flandre en Belgique, l'indépendantisme catalan a resurgi à son tour tout comme, à un degré moindre l'indépendantisme corse. Ces mouvements indépendantistes touchant des "vieilles nations capitalistes" font suite à la création de nouvelles nations après l'explosion du bloc de l'Est, pays baltes, Tchéquie et Slovaquie, l'ex-Yougoslavie. Bien souvent, ces mouvements nationalistes sont portés, pas toujours (Catalogne et Écosse)<sup>16</sup>, par des partis d'extrême-droite. Que représentent ces mouvements nationalistes et quels sont les enjeux, et surtout quel danger, pour le prolétariat international, et particulièrement celui des pays ou régions considérées ?

La plupart des groupes de la Gauche Communiste ont su répondre au poison nationaliste par un internationalisme intransigeant<sup>17</sup>. Certains groupes, en particulier le blog Nuevo Curso<sup>18</sup>, ont su analyser correctement la situation politique et tirer de celle-ci des orientations adéquates, tâches fondamentales de toute organisation révolutionnaire. Entre autres, Nuevo Curso a su dans ses diverses publications relever le danger de guerre en filigrane de la situation espagnole si jamais le prolétariat devait adhérer massivement à l'un ou l'autre des camps nationalistes. Cette perspective, nous la partageons pleinement.

D'autres groupes comme Robin Goodfellow et la Communist Workers' Organisation ont quant à eux exprimé des prises de positions plus ou moins confuses sur certains aspects en cette occasion. Le premier groupe, pourtant de tradition "bordiguiste", un courant qu'on ne peut accuser de penchants démocratistes, donne le droit aux catalans à l'auto-détermination parce que la République démocratique pourrait constituer un terrain de lutte du prolétariat contre la bourgeoisie.<sup>19</sup> On peut lire entre autres dans leur prise de position que le prolétariat doit « réclamer la destitution de Philippe VI, l'abolition immédiate de la monarchie et la proclamation de la république » et « réclamer la tenue d'une assemblée constituante pour élaborer les formes de cette république (unitaire, fédérale...) ». Tout cela au nom d'un "retour à Marx" de 1848, c'est-à-dire dans un attachement à la lettre aux écrits de Marx et Engels contre l'esprit même de ces écrits maintenus vivants par la gauche italienne !

La prise de position de la CWO quant à elle ouvrait la porte à des confusions en laissant entendre de fait qu'une brèche prolétarienne pourrait s'ouvrir à partir des luttes entre nationalismes.<sup>20</sup> En effet on appelait à la mise sur pied d'assemblées ouvrières en pleine "grève" nationaliste. Le danger politique étant d'apposer une étiquette révolutionnaire au mouvement nationaliste, et ainsi participer involontairement à l'engagement de prolétaires dans la dynamique bourgeoise des catalanistes, au lieu de le dénoncer pour ce qu'il est vraiment, comme on peut le voir dans le passage suivant : « *Nous avons besoin d'une organisation internationale, un parti, qui peut intervenir efficacement dans des événements tels que la grève en Catalogne – afin de pousser la lutte hors du contrôle des syndicats et des partis institutionnels, et de déclarer l'autonomie par rapport à toutes les couches de la classe dirigeante, peu importe leur nationalité.* »<sup>21</sup>

Le but du présent texte est donc de reprendre le débat sur la question nationale, mais d'un point de vue qui tient davantage à la théorie qu'à la chronique d'actualité. Non pas que la 2<sup>e</sup> option soit mal en soi : le blog Nuevo Curso a déjà rempli cette tâche de manière plus qu'adéquate. Nous voulons ici seulement reprendre le fil de la théorie révolutionnaire sur la question nationale dans l'optique de Marx, Engels et surtout de la Gauche Communiste et ainsi poursuivre le débat et la confrontation politiques.

### 1. Marx et Engels sur les relations internationales en Europe

#### La nation comme terrain de prédilection de la lutte de la bourgeoisie contre la féodalité

Tout le long des nombreux débats sur la question nationale, en particulier à l'époque de la 2<sup>e</sup> Internationale, un élément était constamment au mieux sous-estimé, au pire complètement oublié. En effet, lors de ces débats, on se tortillait à donner une définition savante du concept de nation qui pourrait alors donner les bases à la social-démocratie pour une orientation correcte sur la question nationale. Pour les uns, le fait national est d'abord culturel, pour d'autres il serait linguistique ou juridique. Certains prônaient l'autonomie nationale, d'autres l'autodétermination. Ces tentatives de définition peu fructueuses du point de vue révolutionnaire étaient davantage l'expression de la pénétration de l'idéologie bourgeoise, graduelle mais certaine, au sein de la social-démocratie qu'une continuité politique marxiste avec les "pères fondateurs". Pour Marx et Engels, et cela est le fil

16 . Dans la province de Québec (Canada), il y a toujours un mouvement indépendantiste mis de l'avant par les sociaux-démocrates de Québec Solidaire et le Parti Québécois.

17 . Pour notre part, cf. *Révolution ou guerre #9 : La situation en Espagne et la question catalane* (<http://igcl.org/La-situation-en-Espagne-et-la>).

18 . <https://nuevocurso.org/>. Pour une traduction française d'une de leur prise de position sur la Catalogne : <http://www.igcl.org/Elections-catalanes-du-21-decembre-334>

19 . [https://www.robingoodfellow.info/pagesfr/rubriques/Sur\\_la\\_Catalogne.htm](https://www.robingoodfellow.info/pagesfr/rubriques/Sur_la_Catalogne.htm)

20 . <http://www.leftcom.org/en/articles/2017-10-07/catalonia-competing-nationalisms-against-the-working-class>

21 . “ (...) We need an international organisation, a party, which can effectively intervene in events such as the strike in Catalonia – to push the struggle beyond the control of unions and institutional parties, and declare independence from all states of the ruling class, whatever their nationality” Nous traduisons.

conducteur de toute leur activité militante<sup>22</sup> dans la 2<sup>e</sup> moitié du 19<sup>e</sup> siècle, la nation est avant toute chose un produit historique et politique. En fait, elle est le terrain par excellence du développement économique-politique de la bourgeoisie et de sa lutte contre la féodalité décadente.

Ainsi, dans le conflit de classe qui mettait au prise la bourgeoisie et la féodalité, c'est littéralement deux civilisations qui s'opposaient comme l'ont affirmé Marx et Engels dans la Nouvelle Gazette rhénane en 1848 « *en Allemagne, la lutte pour la centralisation contre un système fédératif, c'est la lutte entre la civilisation moderne et la féodalité.* » La bourgeoisie prônait l'établissement d'un organisme centralisant et délimitant la vie économique, la nation avec un marché intérieur, régie par un organe politique unitaire, la république démocratique.<sup>23</sup> La féodalité, quant à elle, tentait par tous les moyens de s'accrocher à ses derniers débris de domination au travers de la petite principauté du Moyen-Âge et de la monarchie absolue.

Contre toutes les conceptions moralisantes, romantiques et mythiques de la nation associées aux multiples formes de nationalismes, Marx et Engels mettaient sur pied une théorie matérialiste et historique des relations internationales qui prenait en compte le fait national. Le principe en est plus que simple. Le prolétariat doit s'allier à la bourgeoisie d'abord pour vaincre l'ennemi commun, l'aristocratie, dans une lutte qui prend nécessairement une forme nationale et démocratique. Dans ces conditions, le prolétariat appuie les revendications liées à la libération nationale. Une fois la féodalité défaite et la bourgeoisie au pouvoir, le prolétariat peut diriger sa lutte directement contre la bourgeoisie. Le contenu de sa lutte devient ainsi intrinsèquement international et internationaliste parce que le prolétariat ne lutte plus avec et pour une autre classe de la société civile en tant que "peuple", mais lutte de manière autonome en tant que "prolétariat international".

### **Nations historiques contre fragments de peuple**

De même, Marx et Engels utilisaient à l'époque une terminologie qui aurait fait crier bien des gauchistes tiers-mondistes qui se proclament pourtant "marxistes". Les nations qui se mettaient en branle contre l'aristocratie étaient qualifiées de nations historiques ou de nations dotées de vitalité. Celles-ci avaient l'appui de Marx et Engels dans leur lutte nationale. À l'opposé, les "fragments de nations" qui finissaient toujours par appuyer d'une manière ou d'une autre la féodalité étaient caractérisés comme des nations sans histoire ou sans vigueur. Marx et Engels ne les appuyaient en aucun cas, en fait, ils les dénonçaient comme base de la

réaction européenne. Leur idéologie, par exemple le panslavisme, était pour eux un vestige de particularismes moyenâgeux.

La conception du capital en deux phases distinctes associée à la théorie de la décadence du capitalisme est fondamentale. Marx et Engels reconnaissaient la nature révolutionnaire de la lutte de la bourgeoisie contre la féodalité. Dans la période de montée en puissance de la bourgeoisie, la phase ascendante du capitalisme, le prolétariat, bien que tendant déjà à défendre ses intérêts propres de classe, pouvait aussi "s'allier" à l'occasion avec celle-ci dans son combat contre les restes de société pré-capitaliste – en particulier contre la féodalité – afin d'accélérer, voire de permettre dans les pays où la bourgeoisie était trop "faible", la domination définitive du capital national et la constitution de véritables États nations nécessaires au développement du capital national. Cette période historique s'est progressivement éteinte avec l'apogée du capitalisme que l'on peut fixer à partir de la constitution de l'État allemand suite à la guerre franco-prussienne de 1870 jusqu'à 1914. Au cours celle-ci, le prolétariat international s'est de plus en plus affirmé par sa lutte de classe comme classe révolutionnaire en opposition frontale avec la bourgeoisie et les restes de classes aristocratiques désormais liées à la première.

Dans sa deuxième phase, la décadence, le développement du capitalisme passe "d'historiquement nécessaire" à réactionnaire parce que la bourgeoisie, maintenant au pouvoir et son système de domination bien en place, veut défendre bec et ongle son mode de production contre la nouvelle classe révolutionnaire qui émerge du développement même du capitalisme, le prolétariat. Du point de vue politique, n'ayant plus "rien à gagner" et tout à perdre à établir des alliances quelconques avec la bourgeoisie, et les conditions matérielles pour le communisme ayant suffisamment mûri, celui-ci peut ainsi afficher et lutter plus directement pour son propre programme politique autonome, le programme communiste. Dans ses luttes quotidiennes, le prolétariat défend évidemment ses conditions de vie, mais le développement du capitalisme permet à la perspective du communisme d'apparaître comme nécessité finale de ses luttes. Ainsi, toutes les revendications d'ordre démocratiques ou nationales deviennent obsolètes en ce sens qu'elles étaient l'expression de la lutte entre la bourgeoisie et l'aristocratie, donc l'expression d'une phase antérieure et révolue de l'histoire, antagonisme qui est remplacé par la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat.

### **Centralisation, démocratie, grandes nations et république**

C'est ainsi que Marx et Engels ont supporté l'indépendance de la Pologne dans la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Leur appui n'était pas basé sur des considérations morales sur les nations opprimées, mais avant tout sur la perspective de développement de la démocratie en Europe et l'affaiblissement du régime tsariste, considéré justement comme l'ultime forteresse

22 . Voir entre autres leur travail « journalistique » dans *La Nouvelle Gazette rhénane*.

23 Évidemment la république démocratique est la forme la plus pure, la plus parfaite de la domination bourgeoise. Mais elle n'est pas la seule. La monarchie constitutionnelle, le fascisme et le stalinisme sont d'autres formes « alternatives » de la domination du capital, dépendantes de conditions historiques particulières.

de la réaction féodale en Europe. Tout développement démocratique d'une "nation historique" représentait le développement de la bourgeoisie contre l'aristocratie et par conséquent une bataille gagnée du capitalisme contre la féodalité.

Marx et Engels ont aussi toujours eu tendance à appuyer les "grandes nations", les grands États centralisés comme expressions politique les plus pures de la montée en puissance de la bourgeoisie. Comme le note Engels « dans toute l'Europe, il n'est pas une seule grande puissance qui n'ait incorporé à son territoire des partis d'autres nations... Personne ne soutiendra que la carte de l'Europe soit définitivement tracée. Mais, tous les changements, pour être durables, doivent tendre dans l'ensemble à rendre de plus en plus aux grandes nations européennes, douées de vitalité, leurs frontières naturelles, fixées d'après la langue et les sympathies. En même temps, les fragments de peuples, que l'on trouve encore ça et là, et qui ne sont plus capables de mener une existence nationales, restent incorporés aux grandes nations, soit en s'y dissolvant, soit en se conservant comme de simples monuments ethnographiques sans importance politique. Les considérations militaires n'interviennent qu'en second lieu. »<sup>24</sup> Autant le particularisme, le fédéralisme et la division étaient l'expression de la féodalité, l'essor du capital doit se faire dans le cadre de la nation, de sa centralisation et de son unité.

On situe habituellement le point de rupture entre les deux phases du capital à 1914, c'est-à-dire lors de l'éclatement de la Première Guerre mondiale. Ce qu'exprime l'année 1914, c'est que du point de vue géopolitique, le capital a conquis et colonisé l'entièreté de la planète. Une nation n'a plus aucun autre endroit pour son expansion qui ne soit déjà conquis par une autre nation, d'où le caractère mondial et impérialiste de cette guerre. Mais le processus du passage de l'ascendance du capitalisme à sa décadence était déjà enclenché avant 1914 et a continué même après. C'est justement pour cette raison, les années 1910-1920-1930 étant une période charnière entre ascendance et décadence durant laquelle des caractéristiques de la première période pouvaient encore perdurer, qu'il était difficile pour les révolutionnaires de cette époque d'avoir une position définitive sur une série de questions qui aujourd'hui paraissent évidentes.<sup>25</sup>

Il faut d'ailleurs souligner toute la hardiesse de la position de Rosa Luxemburg sur la Pologne qui, durant cette époque charnière où la plupart des révolutionnaires défendait le principe de la libération nationale, en est arrivée à faire le tour de force de cesser de revendiquer l'indépendance pour la Pologne, mais dans l'esprit des arguments et avec la même méthode que Marx et Engels ! En effet, pour Luxemburg le développement du capital en Russie et en Pologne, en retard sur le reste de l'Europe mais de caractère très

concentré, et son corollaire l'essor d'une classe de prolétaires sur l'ensemble de l'Europe de l'Est rendait l'indépendance de la Pologne désuète. On doit se rappeler que pour Marx et Engels, l'indépendance de la Pologne servait avant toute chose à l'essor de la démocratie et du capitalisme en Europe contre le tsarisme. L'essor du capital, lent mais certain, commençait à saper les bases mêmes de l'absolutisme en Russie et ce, malgré une bourgeoisie poltronne.<sup>26</sup> L'essor d'une classe de prolétaires signifiait aussi essor de la social-démocratie sur tout le territoire. C'est ainsi que Luxemburg préconisait l'unité de tous les social-démocrates de l'empire tsariste, selon la même conception que Marx et Engels sur les grands États centralisés contre les particularismes nationaux qui vont contre le cours de l'histoire.

Il faut se garder de s'en tenir à la lettre aux écrits de Marx et Engels, mais il faut au contraire continuer à appliquer la méthode qui est en filigrane de leurs écrits et qui en exprime "l'esprit" politique. En cela, Rosa Luxemburg fut un exemple vivant de continuité politique par rapport au marxisme : « Toutes les manifestations et tous les facteurs du progrès social en Pologne et surtout son facteur principal, le prolétariat polonais et le rôle qu'il a joué dans la révolution générale de l'Empire tsariste, ont surgi sur les fondations de ce même développement bourgeois-capitaliste. Le progrès social et le développement révolutionnaire de la Pologne se rattachent ainsi au processus capitaliste par ces mêmes liens historiques indissolubles qui ont uni la Pologne et la Russie et qui ont enterré l'idée nationale polonaise. Par conséquent, toutes les aspirations séparatistes tendant à ériger une barrière artificielle entre la Pologne et la Russie sont, de par leur nature même, dirigées contre les intérêts du progrès social et du développement révolutionnaire, ce sont des manifestations de la réaction. En même temps, après l'échec final du programme de l'État-nation et de l'indépendance nationale, l'idée nationale a été réduite à une idée générale et floue de séparation nationale et, sous cet aspect, le nationalisme polonais est devenu une forme de réaction sociale sanctifiée par la tradition. »<sup>27</sup>

## 2. Lénine et la 3<sup>e</sup> Internationale

### La 1<sup>ère</sup> Guerre Mondiale

Avec l'éclatement de la 1<sup>ère</sup> Guerre Mondiale, l'ampleur de la faillite de la social-démocratie fut exposée auprès d'un prolétariat plus que désarmé. L'ampleur de cette faillite montrait clairement que l'adoption du "marxisme" par la social-démocratie était

26 . C'est là la situation de certaines nations où le développement du capital fut retardataire et où la révolution bourgeoise n'était pas encore complétée à l'approche de la phase de la décadence. La bourgeoisie, au lieu d'aller de l'avant avec sa révolution, s'allie avec l'aristocratie contre un prolétariat de plus en plus menaçant. Les tâches de la révolution bourgeoise incombent alors au prolétariat. Plusieurs révolutionnaires ont essayé de traiter ce problème, par exemple Trotski avec « La Révolution permanente ».

27 . La question nationale et l'autonomie, Rosa Luxemburg

24 . Écrits militaires, Roger Dangeville

25 . Par exemple sur le syndicalisme, le parlementarisme et la libération nationale, etc. Toutes des positions qui ont été clarifiées définitivement bien après 1914.

tout à fait formelle (le centre kautskyste en est le meilleur exemple), quand celui-ci n'était pas simplement rejeté par la droite bersteinienne. D'ailleurs, si on prend formellement les écrits de Marx et Engels et qu'on les abstrait de leur méthode, on peut justifier n'importe quelle politique contre-révolutionnaire. C'est ainsi que la social-démocratie allemande en 1914 pouvait justifier l'adoption des crédits de guerre pour son gouvernement par l'argument de la guerre de la "civilisation allemande" contre la "barbarie tsariste". Marx n'était-il pas lui-même violemment contre le régime tsariste ? De même, le socialisme français pouvait lui aussi participer à l'union sacrée sous prétexte de la défense de la "République et des valeurs de la Révolution française" contre le militarisme prussien des junkers. Marx n'était-il pas avant tout un démocrate en 1848 ?

C'est donc la gauche radicale au sein de la social-démocratie qui fut la véritable continuatrice du courant marxiste révolutionnaire. Ses militants, pleinement formés à la méthode marxiste, ont bien reconnu le changement de période marqué par 1914 et le caractère impérialiste de cette guerre. Les militants de gauche, sous le leadership de Lénine, ont su tiré des événements la seule tactique révolutionnaire possible, le défaitisme. Que Lénine ait pris position pour le droit des nations à l'autodétermination est tout à fait secondaire dans la mesure où sa position sur la guerre était, elle, parfaitement claire. Comme nous l'avons vu plus haut les années 1910-1920-1930 était réellement la période charnière entre l'ascendance et la décadence du capital. Donc des positions "transitoires" comme celles de Lénine sont compréhensibles. L'erreur des "léninistes" est de reprendre la tactique du droit à l'autodétermination et dans faire une position absolue, bonne en tout temps et en tout lieu, alors que cette position est tout à fait obsolète aujourd'hui.

### Les concessions au tiers-mondisme

Là où la 3<sup>e</sup> Internationale commença réellement à se distancer du marxisme sur la question nationale fut lorsqu'on adopta le principe du soutien à tout nationalisme de peuples opprimés. En effet à partir du Congrès de Bakou sur les peuples d'Orient (1920), on commence à faire la distinction entre le nationalisme des peuples opprimés, qui serait progressiste par nature, et le nationalisme des peuples oppresseurs qui lui serait réactionnaire. Cette distinction a d'abord été théorisé par Lénine : « *Il faut distinguer entre le nationalisme de la nation qui opprime et celui de la nation opprimée, entre le nationalisme d'une grande nation et celui d'une petite nation.* »<sup>28</sup> Cette conception qui est vraiment l'antithèse des positions marxistes sur la question nationale exprimait la pénétration de l'idéologie bourgeoise au sein du mouvement communiste, ici sous la forme du tiers-mondisme.

En plus, l'adoption par l'IC de l'orientation en vue du

développement de révolutions nationales anti-coloniales en Orient comme support du pouvoir soviétique marquait un pas, un pas seulement parmi d'autres, vers l'abandon du principe de révolution mondiale et son remplacement par l'utilisation des antagonisme inter-impérialistes au profit de l'État soviétique. L'URSS utilisant les luttes anti-colonialistes pensait affaiblir ainsi l'impérialisme. En fait, elle ne faisait que s'insérer graduellement dans les ficelles de l'impérialisme mondial jusqu'à devenir à terme un des pôles impérialistes dominants après que le principe du socialisme en un seul pays fut mis de l'avant et que l'URSS eut participé à la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale.

### 3. Le communisme abolira les frontières nationales

Il est de bon goût dans les milieux gauchistes de mettre de l'avant la formule creuse selon laquelle le communisme abolira l'oppression nationale. Or cette demi-vérité cache bien le rôle réactionnaire du gauchisme, c'est-à-dire de toujours tenter de ramener les franges du prolétariat se mettant en branle politiquement sur le terrain du capitalisme. De même, il est réducteur de dénoncer le nationalisme en ce qu'il divise le prolétariat. Non seulement le nationalisme divise, mais il unit idéologiquement et politiquement le prolétariat à sa propre bourgeoisie nationale, ce qui implique comme conséquence ultime l'adhésion du prolétariat à la guerre impérialiste.

Or le but du communisme n'est pas de libérer chaque nation de l'histoire de l'humanité ou encore de rendre toutes nations égales, mais bien d'abolir les frontières nationales pour qu'à terme se forme une culture mondiale dans une société sans classe ni État. Comme le rappelait Luxemburg, « *si la société socialiste fait des masses populaires des gens cultivés, elle leur donnera aussi la possibilité de maîtriser plusieurs langues, des langues mondiales, et de participer ainsi à toute la culture internationale de notre milieu culturel et pas seulement à la culture particulière d'une seule communauté linguistique nationale* ».<sup>29</sup>

Robin, juillet 2018

28 .

<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1922/12/vil19221231.htm>.

29 . La question nationale et l'autonomie, Rosa Luxemburg



## Correspondance

Nous publions ici un échange de mails entre un camarade nord-américain, isolé géographiquement, qui nous a écrit après avoir commencé à prendre connaissance des positions historiques de la Gauche communiste et de l'existence du camp prolétarien actuel. La discussion s'est particulièrement centrée sur la question de l'organisation politique du prolétariat, c'est-à-dire de son parti mondial à construire. Comme les textes de débat qui suivent dans ce numéro, la question du parti et de sa construction devient la question centrale à débattre et à clarifier dans le camp prolétarien international. Ce n'est pas pour nous étonner car cette question, qui va bien au-delà de la simple revendication formelle de la nécessité du parti, divise fondamentalement le camp révolutionnaire entre "partidistes" et "anti-partidistes", entre les dynamiques opposées qu'ils expriment et matérialisent.

Le camarade P au GIGC

[...] Je suis surtout intéressé par la création organique du parti de classe. J'ai lu la conception de Bordiga sur la structure du parti ainsi que les documents du CCI actuel sur le parti. Je voudrais comprendre mieux tout cela mais c'est difficile car je ne rencontre personne à qui poser des questions.

J'espère aussi pouvoir développer ma compréhension de l'analyse marxiste et de son application dans une structure de parti comme outil organisationnel pour faire le lien entre l'auto-action du prolétariat et les antagonismes plus généraux du capitalisme. Mais il se trouve que les organisations qui sont le plus facilement accessibles dans ma région sont des groupes marxistes-léninistes [maoïstes, ndt] et trotskistes qui se dédient à l'action électoraliste ou bien encore des anarchistes qui n'ont aucune volonté de participer à des partis et qui sont engagés dans des actions individualistes.

En ce qui concerne mon développement politique : quand j'étais étudiant, j'étais plutôt social-démocrate. Je n'étais pas vraiment engagé en politique. Mais durant mes études et alors que j'étais inscrit à ce qui est considéré comme des cours de services sociaux, j'ai pris conscience que les idées et les solutions aux problèmes qui y étaient présentés étaient des projets de gentrification ou de développement d'investissements capitalistes dans les quartiers riches de la ville (...).

J'ai aussi commencé à lire Marx et Lénine à cette époque. En même temps, j'ai également commencé à chercher des groupes qui se trouvaient dans ma région. J'ai été impliqué dans le *Workers World Party*<sup>30</sup> pendant un court laps de temps, mais j'ai été désillusionné car ils se concentraient uniquement sur le parlementarisme. J'ai aussi parlé avec l'*International Marxist Tendency*<sup>31</sup>, mais leur groupe est loin de ma pratique et ils semblaient plus intéressés par la diffusion de leur propagande qu'autre chose. Je suis actuellement en contact avec l'*Industrial Workers of the World*<sup>32</sup>, mais ils se concentrent sur l'action anarchiste et ils tournent en rond depuis que j'ai commencé à correspondre avec eux.

Après l'université, j'ai aussi participé à la communauté communiste de *Reddit*<sup>33</sup>, principalement comme source de recommandations de lecture. J'y ai découvert le milieu communiste de gauche et ils ont été d'une aide phénoménale en tant que source de lectures et de compréhension. (...) Je n'ai pas encore défini sérieusement mes objectifs politiques, même si je ne suis pas intéressé à faire avancer un programme parlementaire. Je sais que c'est quelque chose que les organisations staliniennes mettent en avant comme moyen de développer une conscience de classe qui est mal définie.

### Notre réponse :

*Cher camarade P,*

Il n'y a pas de groupes qui soient formellement regroupés avec nous. Cependant, nous avons des relations fraternelles avec d'autres groupes de la Gauche communiste comme la TCI ([leftcom.org](http://leftcom.org)) qui a un groupe affilié aux États-Unis (Internationalist Workers' Group) et Nuevo Curso ([nuevocurso.org](http://nuevocurso.org)). Nous connaissons aussi d'autres groupes tel que Workers' Offensive ([workersoffensive.org](http://workersoffensive.org)) et la Communist League of Tampa ([communistleaguetaampa.org](http://communistleaguetaampa.org)). Ceci dit, nous ne partageons pas nécessairement toutes les positions ou textes de ces groupes. Mais nous considérons qu'ils sont du même côté de la barricade que nous, du côté de la classe ouvrière internationale. Donc, nous cherchons à faire partie du processus de consolidation de ces différents groupes de la Gauche communiste. Nous t'invitons aussi à prendre contact avec ces autres groupes. Nous ne considérons pas que les groupes staliniens, maoïstes, trotskistes ou anarchistes sont dans le camp prolétarien. Pour nous, ces courants ont depuis longtemps trahi la classe ouvrière et ils sont aujourd'hui historiquement et objectivement contre la classe ouvrière.

30 . Il s'agit d'un parti maoïste américain fondé en 1959 et issu d'une scission du SWP trotskiste.

31 . Groupe trotskiste issu de *Militant* connu pour sa politique d'entrisme dans le parti travailliste britannique.

32 . Les IWW : les restes du syndicat révolutionnaire américain des débuts du 20e siècle continuent à exister aux États-Unis sous forme de petits groupes dont le caractère est de fait plus politique que syndicaliste.

33 . <https://fr.wikipedia.org/wiki/Reddit>.



(...) En attendant, pourrais-tu nous décrire l'évolution de tes convictions politiques et quels sont tes objectifs politiques ? Quelle est la nature de ton intérêt dans la Gauche communiste ?

Salutations, Stavros pour le GIGC

### **La réponse du camarade P :**

J'apprécie grandement que vous preniez le temps de répondre même avec retard. Je voudrais m'excuser à mon tour pour mon propre retard, mais j'ai eu une réunion avec mon groupe de lecture afin de répondre aux questions. En effet, je crois qu'on répond mieux dans un groupe que tout seul. Notre groupe n'a pas pu se rencontrer physiquement encore avec le camarade de ma ville du fait d'horaires différents et du manque d'argent car je viens d'être licencié. Nous sommes toujours engagés dans la discussion et nous espérons nous rencontrer prochainement. Entre-temps, les textes que vous nous avez fournis ont été très utiles et ont beaucoup aidé à développer la discussion dans notre groupe.

Le parti lui-même doit être dès le départ une organisation internationale et être centralisé autour de son programme et sa théorie. Comme nous travaillons à la reconstruction du programme sur lequel le parti agit, à son tour nous reconstruisons aussi le parti. Notre plus grande difficulté est alors de développer un programme qui prend en compte à la fois les revendications historiques et les actions du prolétariat mais qui prend également en considération les exigences actuelles et le chemin vers le renversement révolutionnaire du système capitaliste, tout en conservant une perspective internationale (ce que vous avez déjà abordé et que j'ai répercuté ici). La taille du parti dépend de la période historique dans laquelle il se trouve. Ces périodes correspondent à une activité plus ou moins grande dans le parti – de la diffusion de la propagande communiste et du programme du parti vers l'ensemble de la masse de la classe ouvrière jusqu'à la participation active dans les actions militantes quand la situation l'exige. Dans ces circonstances aussi, le parti restera une petite minorité de la classe et à l'état embryonnaire en taille et fonction en comparaison à une situation révolutionnaire. Mais même alors, le parti ne vit pas de grands changements de contenu entre des situations révolutionnaires et non révolutionnaires, sauf pour la tactique et l'action.

Nous devons être fortement critiques des petits groupes qui essaient de former le parti en souhaitant ramener le développement du parti à la phase de cercles. Cela signifierait un pas en arrière dans l'histoire quand de multiples partis se sont développés à partir de leurs contextes nationaux respectifs et ainsi ont eu des théories et des programmes différents les uns des autres. Le conflit entre ces différentes théories et programmes a inévitablement débouché dans l'ossification de ce qui était de caractère national et international dans cette mosaïque de matériels théoriques. L'ossification a rendu l'Internationale vulnérable au poids d'un seul parti national sur les autres et à la généralisation de son programme et de sa théorie sans en avoir de vision critique à l'échelle internationale; nous parlons là de la stalinisation de la 3e Internationale.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de groupes déterminés géographiquement dans le parti. Mais, si ces groupes devront suivre le programme et la théorie développée au niveau international, ils devront aussi prendre en considération les conditions matérielles en fonction de leur contexte géographique. Des changements dans le programme international et la théorie, sous l'impulsion des changements dans les relations sociales du capitalisme, devront aussi être effectués au niveau international. Les groupes géographiques auront besoin d'ajuster leur action pratique et leur approche à leur contexte géographique. Ces groupes relaieront aussi les contextes matériels dans lesquels ils agissent à l'internationale pour l'informer des développements dans le mouvement communiste dans chaque région. Je pense que, bien qu'il y aura des groupes liés à un emplacement géographique et qu'ils pourront mener des actions différentes d'un groupe à l'autre selon le lieu, ils devront tous suivre et soutenir le programme du parti.

Ceci étant dit, que voulez-vous dire par "concession au localisme" ? Je crains que notre conception de groupes géographiques ne tombe dans cette catégorie selon ce que cela veut dire. Pourriez-vous aussi expliquer ce que vous voulez dire par l'hésitation de groupes plus expérimentés par rapport à des groupes avec moins d'expérience par rapport à la critique ? Si un groupe ne suit pas le programme du parti, ou préconise une déviation de celui-ci, il doit être confronté par le reste du parti et une discussion doit avoir lieu. Et, si ce groupe ne veut pas reconnaître le besoin de suivre le programme du parti, il doit en être sorti.

Je suis aussi curieux de connaître les relations entre la TCI et le CCI. Vous avez renvoyé à plusieurs articles du CCI et exprimé vos divergences, mais qu'en est-il de l'organisation comme un tout ?

*En camaradería, P*

### **Notre deuxième réponse [extraits] :**

*Cher camarade P,*

Dans ton dernier mail, tu développes tes positions sur la constitution du parti. Tu mentionnes que « *le parti lui-même doit être dès le départ une organisation internationale et être centralisé autour de son programme et sa théorie* ». Cette position est partagée par tous les membres du GIGC. Tu défends aussi que « *nous devons être fortement critiques des petits groupes qui essaient de former le parti en souhaitant ramener le développement du parti à la*

*phase de cercles. Cela signifierait un pas en arrière dans l'histoire quand de multiples partis se sont développés à partir de leurs contextes nationaux respectifs et ainsi ont eu des théories et des programmes différents les uns des autres.»*

Tel que nous le comprenons, le problème est que le milieu révolutionnaire est composé d'un grand nombre de ce type de cercles tout comme de plusieurs petits groupes bordiguistes qui revendiquent être le seul et unique parti. C'est dans ce camp révolutionnaire tel qu'il est que nous devons travailler. Nous maintenons qu'il est nécessaire d'intervenir dans le camp révolutionnaire en vu du but ultime de la consolidation des forces qui existent. Il s'agit d'un processus qui implique aussi inévitablement une décantation ou une séparation avec les groupes et les traditions qui sont politiquement nuisibles ou contre-productifs du point de vue des intérêts objectifs de la classe. Il s'agit là, entre autres choses, d'éviter au parti de devenir éclectique. Un exemple de cet éclectisme est fourni par ceux-là même qui essaie de réconcilier le marxisme et l'anarchisme. De plus, ces différents groupes qui souvent coexistent dans la même région, souvent ne sont pas le résultat de leur supposés contextes nationaux particuliers puisqu'ils ont parfois des sections dans la même ville. Nous ne comprenons pas clairement comment tu vois l'émergence du parti à partir la situation concrète.

Tu écris qu'il faudra encore quelques groupes au niveau géographique dans le parti. Nous préférons les appeler sections nationales du parti international et internationaliste. Avoir des sections territoriales n'est pas une concession au localisme car le prolétariat d'un pays donné se confronte plus directement à "sa propre" bourgeoisie nationale. Mais nous devons veiller à ce qu'aucune assertion selon laquelle certaines parties du programme communiste ne pourraient pas s'appliquer du fait de supposées particularités nationales ou de "tâches spécifiques" (comme établir une république démocratique bourgeoise dans des pays avec des systèmes autoritaires de gouvernement) que le prolétariat devrait y réaliser.

*« Le parti lui-même doit être dès le départ une organisation internationale et être centralisé autour de son programme et sa théorie. Comme nous travaillons à la reconstruction du programme sur lequel le parti agit, à son tour nous reconstruisons aussi le parti. Notre plus grande difficulté est alors de développer **un programme qui prend en compte à la fois les revendications historiques et les actions du prolétariat mais qui prend également en considération les exigences actuelles et le chemin vers le renversement révolutionnaire du système capitaliste, tout en conservant une perspective internationale** » (nous soulignons).*

Nous sommes entièrement d'accord avec la première partie de ta position selon laquelle le parti doit être international et centralisé autour de son programme. Nous voulons aussi saluer fermement ta formulation que nous soulignons ci-dessus. Nous voulons aussi saluer fortement ta formulation ci-dessus que nous avons souligné en gras. Cependant, au risque d'être pris pour des pédants, nous ne sommes pas d'accord avec la formulation « *reconstruction du programme* ». Sans doute serait-il plus correct de parler de *réappropriation du programme*. Le programme est déjà largement complet. Des questions qui étaient sujets à controverses dans la 2e et la 3e Internationales – telle la question nationale et le rôle des syndicats – ont été résolues correctement par les différentes gauches communistes qui ont surgi en réponse à la contre-révolution stalinienne. Bien sûr, il convient de démontrer la justesse de ces positions programmatiques à la lumière des événements actuels. Par exemple, nous ne dénonçons pas simplement les syndicats dans l'abstrait. Nous fondons nos arguments en soulignant leurs politiques actuelles d'alliance avec les directions d'entreprise tout comme les prises de position de leur direction qui soutient le nationalisme économique comme l'appui du syndicat américain AFL-CIO à la guerre commerciale contre la Chine<sup>34</sup>. La plus grande difficulté n'est pas dans le développement du programme mais dans l'organisation d'un cadre, fondamentalement lié au programme, que les groupes actuels de la Gauche communiste peuvent utiliser pour se regrouper dans quelque chose s'approchant plus du "parti". Ce qui nécessitera de dépasser de nombreuses faiblesses qui affectent notre camp tels le sectarisme et l'opportunisme.

Tu as mentionné aussi que « *des changements dans le programme international et la théorie, sous l'impulsion des changements dans les relations sociales du capitalisme, devront aussi être effectués au niveau international* ». Juste une petite objection sur ce point. Alors qu'il peut y avoir des différences dans le programme du parti selon les différentes étapes du développement capitaliste, par exemple entre les époques d'ascendance et de décadence du capitalisme, la *méthode* pour déterminer ce qui en fait partie et ce qui n'en fait pas partie est invariante. Fondamentalement, alors que les politiques concrètes peuvent changer selon le niveau de développement du capitalisme, ou selon le rapport de forces entre les classes, la méthode pour déterminer le cours correct de l'action - le matérialisme historique - est constant. [...]

Salutations communistes, Stavros pour le GIGC.

PS. Nous t'encourageons à prendre contact avec tous les groupes qui se réclament de la tradition de la Gauche communiste, et en particulier avec le *Gulf Coast Communist Fraction* avec lequel nous espérons continuer à correspondre, et avec le *Internationalist Workers Group* (le groupe de la TCI en Amérique du Nord) qui a un militant qui habite pas loin de chez toi.

<sup>34</sup> <https://aflcio.org/press/releases/strategic-tariffs-against-china-are-critical-part-trade-reform-create-more-jobs-and>

## Débat au sein du camp prolétarien

### La question du parti

#### Qu'est-ce que le parti ?

Nous avons pris l'initiative de traduire le texte suivant du groupe Nuevo Curso sur la question du parti de classe pour deux principales raisons. Premièrement, le parti est un sujet central et fondamental pour tous révolutionnaires. Le positionnement politique sur cet aspect est donc un des éléments primordiaux qui séparent les révolutionnaires véritables des anarchisants et des semi-conseillistes. Sur ce point, Nuevo Curso se place résolument dans le camp partidiste. Deuxièmement, le groupe Nuevo Curso s'insère tout aussi résolument dans la dynamique du regroupement des révolutionnaires pour former le parti communiste mondial. Traduire ses positions aidera donc à les répandre et ainsi les faire connaître dans le milieu prolétarien.

Nous voulons souligner la qualité et la clarté du texte sur le caractère politique de la lutte de classe, c'est-à-dire que le prolétariat tend à s'organiser dans sa lutte contre la bourgeoisie et son État en parti politique autonome. D'ailleurs le texte reprend la définition simple et efficace du parti par la gauche italienne : celui-ci est un fait de conscience et d'effort vers un but. Cet effort passe par l'intervention active des groupes et du parti communistes afin de jouer le rôle de direction politique, c'est-à-dire de leadership politique, que le parti exerce en tant qu'avant-garde vis-à-vis du reste de sa classe.

Nous apprécions aussi la formule du « parti en devenir » par son caractère dynamique et sa vision dialectique. En effet, le regroupement des révolutionnaires en parti est une lutte et un souci constant pour les révolutionnaires. Même en période de pleine contre-révolution quand le parti n'existe plus formellement, les militants ayant su résister doivent dès lors jeter les bases du parti de demain. De même, l'ensemble des groupes actuels de la gauche communiste forment le « parti en devenir ». Loin de nous l'idée de penser que le parti de classe naîtra de leur addition démocratique. Mais il sera certainement le résultat de la confrontation de leurs positions politiques, où le bon grain communiste se ressemblera « naturellement » et sera en mesure de se séparer de l'ivraie opportuniste et sectaire.

#### Qu'est-ce que le parti ? (Nuevo Curso)

Dans le Manifeste communiste (1848), il y a deux passages qui presque toujours surprennent le lecteur d'aujourd'hui. Le premier, quand relatant comment les luttes pour les salaires dans chaque entreprise se transforment en luttes de classe et que surgissent des revendications comme la réduction de la journée de travail, le prolétariat se constitue pour la première fois comme sujet politique, comme une classe politiquement indépendante.

Cette organisation du prolétariat « en classe, et donc en parti politique », ne cesse d'être compromise par la concurrence entre les ouvriers eux-mêmes. Mais elle resurgit, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante.

Le second, dans le deuxième chapitre, *Prolétaires et communistes*, commence par affirmer que « les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers ».

#### La classe comme parti

Les deux usages du terme forme une paire dialectique, contradictoire et à la fois complémentaire, chacun en lien direct avec la conception de ce qu'est la classe et chacun à des années lumières de l'image statique que la

sociologie nous donne des classes sociales et des partis politiques. Comme le souligne Bordiga dans *Parti et classe* (1921) :

« Le concept de classe ne doit donc pas nous suggérer une image statique, mais une image dynamique. Quand nous découvrons une tendance sociale, un mouvement dirigé vers un but donné, alors nous pouvons reconnaître l'existence d'une classe au vrai sens du terme. Mais alors existe, d'une façon substantielle sinon encore formelle, le parti de classe. Un parti vit quand vivent une doctrine et une méthode d'action. Un parti est une école de pensée politique et en même temps une organisation de combat. Le premier trait est un fait de conscience, le second est un fait de volonté, plus précisément d'effort vers un but. En l'absence de ces deux caractères nous ne possédons pas encore la définition d'une classe. Le froid enregistreur de données peut bien, répétons-le, constater des affinités dans les conditions de vie de groupes plus ou moins vastes, mais aucune trace ne se grave dans le devenir historique. »<sup>35</sup>

Bordiga reprend les deux formulations du Manifeste en faisant la distinction entre le parti comme moment de la

35 .

[https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1921/04/bordiga\\_19210415.htm](https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1921/04/bordiga_19210415.htm).

conscience et de la classe et le parti comme organisation formelle. D'un côté, nous avons la classe qui, dans la mesure où elle prend conscience de ses intérêts propres et les fixe sous son propre programme dans l'espace politique, se convertit en un sujet politique indépendant « *et donc en parti politique* ». La classe se convertit en un parti, en une partie autonome de la société capitaliste. De l'autre, nous avons "les partis", petites sécrétions de la classe, ferments du développement de sa conscience, cristallisations de cette volonté de l'étendre et de l'approfondir.

Les travailleurs se constituent « *en classe, et donc en parti politique* » quand leurs propres luttes indépendantes de toute fraction de la bourgeoisie les convertissent en sujet politique propre.

### Le parti de classe

Grâce aux leçons de la Commune de Paris, de la Révolution russe et même de Mai 1937 en Espagne ou dans les grèves révolutionnaires de 1942 en Italie, nous savons que c'est dans ces moments que les organisations formelles, les "partis ouvriers" qui regroupent les militants, sont poussés par le mouvement lui-même de la classe à coïncider et à fusionner pour être utiles... ou bien ils explosent et meurent. Le petit parti bolchevique n'a pas seulement cru mais aussi il a absorbé d'autres groupes militants comme l'important "groupe inter-district" du POSDR dans lequel Trotsky militait, et même des militants individuels qui se proclamaient jusqu'alors comme anarchistes ou populistes, pour, à partir de la décantation que les "Thèses d'avril" de Lénine imposèrent, se transformer en Parti communiste de Russie qui est le point clé du processus révolutionnaire russe. Et ce qui est plus important, à partir d'avril, le parti en formation mois après mois regroupe des secteurs chaque fois plus grands de la classe jusqu'à intégrer en octobre une partie significative des travailleurs les plus conscients et impliqués dans le mouvement révolutionnaire.

C'est alors qu'on peut parler en propre de "parti de classe": une organisation formelle qui regroupe des secteurs numériquement significatifs de travailleurs qui forment son avant-garde et qui le fait en outre sur la base du programme qui rend possible le développement de cette constitution du prolétariat en classe, en sujet politique, en parti antagoniste et acteur de la transformation révolutionnaire de la société capitaliste. Comme Marx l'avait annoncé dans *L'idéologie allemande* (1845), cette élévation de la classe en parti et

l'apparition conséquente d'un parti formel de la révolution prolétarienne ne pouvait avoir lieu qu'au cours de la révolution elle-même, au travers de la lutte classe contre classe, car ce n'est qu'alors que les attaches qui enserrant le développement de la conscience peuvent se détendre suffisamment pour les rendre possibles :

« *Une transformation massive des hommes s'avère nécessaire pour la création en masse de cette conscience communiste, comme aussi pour mener la chose elle-même à bien; or, une telle transformation ne peut s'opérer que par un mouvement pratique, par une révolution; cette révolution n'est donc pas seulement rendue nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante, elle l'est également parce que seule une révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles* » (K. Marx, *L'idéologie allemande*<sup>36</sup>).



Le 6<sup>e</sup> Congrès du Parti bolchevique qui eut lieu durant les Journées de juillet 1917, fut celui de la fusion avec le groupe inter-district du POSDR (le parti social-démocrate russe), le "groupe de Trotsky" que l'on voit sur la photo, et le début des adhésions massives des ouvriers. En mars 1918, après l'insurrection ouvrière d'octobre 17, le nouveau parti adopta le nom de "parti communiste". (repris du blog de Nuevo Curso).

Le fameux "parti de classe" ne peut exister que dans les époques révolutionnaires quand une partie significative des travailleurs fait sienne le programme historique de classe comme seule forme pour que sa lutte continue de se développer.

D'un autre côté, il est clair que le programme de classe n'est pas une occurrence ou une vision salvatrice née au feu de la bataille, mais le résultat d'un long et constant travail de critique en continuité avec les premiers groupes communistes ouvriers qui commence avec les communistes icariens de Cabet et la Ligue des Justes de Weitling et qui prend corps solidement avec la transformation de cette dernière en Ligue de Communistes avec Marx et Engels. Mais qui bien sûr ne s'arrête pas là. Dans le

cas russe, il est évident que le parti se forme autour de la fraction bolchevique au sein du parti social-démocrate. Sans tout un travail tant théorique d'élaboration du passé que d'intervention durant des années, sans une forme organisée alors nouvelle et utile pour les nouvelles conditions apparues avec la guerre, il aurait été impensable d'arriver ne serait-ce qu'aux "Thèses d'avril". Dans le sens contraire, la faiblesse des avant-gardes dans la courte révolution espagnole de 1936-1937 (bolcheviques-léninistes, "amis de Durruti" et militants individuels du POUM et de la CNT)

36 .

<https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450000d.htm>.

n'exprimait pas seulement directement la faiblesse de la classe au moment de vérité, mais aussi l'incapacité des fractions communistes opposées à la contre-révolution régnante pour fournir des réponses utiles aux nécessités de la classe dans la décennie antérieure.

C'est-à-dire que, dans les périodes où la classe n'a pas réussi à émerger comme sujet politique, la capacité des révolutionnaires pour constituer des ferments organisationnels et politiques solides est **indispensable** pour qu'au moment révolutionnaire la classe puisse développer sa conscience et matérialiser un cours politique propre.

Le "parti de classe" des moments révolutionnaires ne tire pas son programme du néant mais d'un long travail théorique et d'intervention des groupes de révolutionnaires dans les périodes de faiblesse, de défaite et de recul.

### **Le parti comme organisation politique formelle dans la classe**

Bien sûr, tout ce qui s'appelle "communiste" ou "ouvrier" ou prétend l'être n'est pas une organisation politique de classe même si elle a beaucoup d'ouvriers parmi ses membres. Il y a des frontières qui sont fondamentales en dehors desquelles il ne peut y avoir une réflexion de classe, indépendante de la bourgeoisie, même si ceux qui les animent sont bien intentionnés. Ces frontières sont en réalité très basiques : ne pas avoir appelé les travailleurs à se massacrer d'un côté ou de l'autre sous les drapeaux nationaux de chaque bourgeoisie en défense du capital national, pour son "indépendance" impossible ou toute autre cause imaginable. En 1975, voilà comment G. Munis soulignait les critères politiques pour définir une organisation de classe :

*« Ils sont tous englobés dans l'internationalisme. Son abandon en 1914 par la Seconde internationale au bénéfice de la défense patriotique (capitaliste, il ne peut en être autrement) fut un grand effondrement pour le prolétariat. Remis de nouveau en marche par la révolution russe, il est à l'origine de la première vague révolutionnaire mondiale qui fut contenue pays par pays jusqu'à être vaincue en Espagne. La cause directe de cette élimination du prolétariat comme classe en lutte fut la trahison de l'internationalisme par la 3<sup>e</sup> Internationale, trahison provenant des intérêts du capitalisme étatique érigé en Russie et hypocritement étiqueté socialiste.*

*L'internationalisme nous donne donc la clé pour comprendre tous les problèmes et pour adopter en conclusion les notions théoriques nécessaires à la prochaine offensive du prolétariat.*

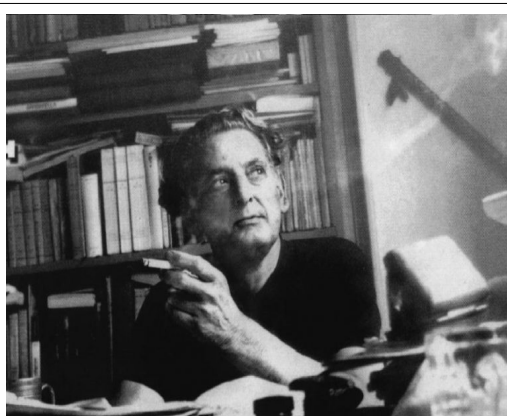
*Il permet d'établir les mérites et les erreurs de la révolution russe, de comprendre sa marche en arrière jusqu'à la contre-révolution stalinienne, le rôle réactionnaire mondial de celle-ci au travers de ses partis, la défaite de la révolution espagnole, la victoire de Franco et sa durée au pouvoir, la guerre de 1939-45, les résistances national-impérialistes et toutes les guerres ou mouvements nationaux postérieurs de même nature, la conversion de ce que furent des partis communistes en partis anti-communistes, la croissance industrielle dégénérative tant en Occident qu'en Russie, Chine et dans les pays arriérés, le long marasme du prolétariat depuis la guerre jusqu'à aujourd'hui et l'importance réactionnaire croissante des syndicats ; il permet de comprendre les similitudes des nombreux groupes plus dans la posture que pleinement révolutionnaire » (G. Munis, traduit par nous directement du blog de Nuevo Curso).*

La frontière fondamentale qui distingue les groupes politiques de classe est l'internationalisme, le refus de subordonner le mouvement de classe à une quelconque faction ou intérêts du capital dans aucune circonstance, particulièrement la guerre.

### **Le parti en devenir**

Il y a toute une série de groupes qui, ayant tiré les leçons de la contre-révolution, de l'évolution du capitalisme dans sa décadence et de toutes les avancées et défaites du mouvement, se définissent selon les

principes de l'internationalisme. Dans leur majorité, ils forment ce que nous appelons l'avant-garde historique : ils sont le résultat de l'évolution des gauches des Seconde et Troisième internationales. Il y aussi d'autres groupes internationalistes "nouveaux" qui essaient de tirer leurs propres leçons des expériences passées de la classe. Les unes et les autres ont des positions différentes sur des questions, des traditions, des modèles tactiques et des formes organisationnelles distinctes, mais toujours dans le cadre d'un acquis commun. En général, leur succès dépendra de leur capacité à se réapproprier et rendre utile le



**Manuel Fernández Grandizo, dit Munis  
en 1977  
(repris du blog de Nuevo Curso)**

programme de classe, toutes ces leçons du passé qui émergent de l'histoire même du mouvement ouvrier, pour les "avant-gardes contingentes". Nous appelons "avant-gardes contingentes" toute cette couche de travailleurs qui remettent en question les mensonges et les pièges bombardés continuellement par la droite et la gauche à travers les médias et les appareils de l'État dans le monde et dont la réponse, si elle se développe de manière cohérente, ne peut que les mener au programme communiste.

Ensemble, avant-gardes historiques, groupes ouvriers

qui se réapproprient le programme et avant-gardes contingentes qui cherchent des réponses, forment le mouvement réel "vers" le parti. En toute modestie, elles sont le parti du prolétariat d'aujourd'hui, le "parti en devenir", le parti qui n'a jamais cessé d'exister et qui est en permanent processus de formation. Dans son ensemble et dans la mesure où il s'appuie sur le programme communiste, il est le "parti historique". Le "parti de classe" ou "parti révolutionnaire" dans son forme actuelle embryonnaire, bien que composé de divers "partis" en tant qu'organisations formelles et contingentes.

Comme tout mouvement vivant et contradictoire, toutes ses tactiques ne fonctionneront pas, ni toutes ses formes organisationnelles actuelles ne répondront aux nécessités historiques qui se poseront dans les années à venir et bien sûr toutes leurs positions d'aujourd'hui, certaines contradictoires entre les groupes, ne se maintiendront pas. Chacun de ces groupes est et continuera à être confronté de manière croissante à la réalité et aux nécessités des luttes de classe si le mouvement de classe prend son élan. Dans celles-ci, ils devront se corriger et se forger comme des forces capables d'orienter la classe de manière effective pour dépasser les différents niveaux de résistance et de confrontation. Cela ne se produira pas en discutant de manière académique, en s'obstinant à "croître", ni en entrant dans les querelles propres au gauchisme. Ni le sectarisme, ni l'obsession numérique, moins contradictoires que ce qui paraît, n'apporteront rien qui ne soient des obstacles.

Les groupes internationalistes, historiques ou nouveaux,

et les travailleurs qui cherchent des réponses pour avancer, forment aujourd'hui ce "parti en devenir" qui vise au futur parti de classe.

Il n'y a pas d'autre secret que d'apporter avec des vieilles et des nouvelles formes, des réponses et des chemins au développement de la conscience de la classe dans ses conflits et aspirations. Car au final, le parti, dans toutes ses acceptations, est plus que le programme de classe se découvrant elle-même et matérialisé, incarné, dans la partie la plus consciente des travailleurs. C'est pour cela que le travail de tous ces groupes, aujourd'hui petits et en apparence modestes, est cependant d'une importance immense car ils sont le lien entre la connaissance développée dans le passé et le futur auquel il faut donner sens pour toute l'épopée humaine. Comme le disait *Pour un Second Manifeste communiste* en 1961 :

« Les conditions objectives de la révolution communiste ne suffisent pas pour garantir sa victoire, et les conditions subjectives ne seront engendrées nécessairement par les premières. Les conditions subjectives ne sont pas autre chose que la conscience théorique de l'expérience antérieure et des possibilités maximales offertes par le prolétariat ; c'est la connaissance ardente d'action humaine et prête à changer son existence subjective en existence objective » (traduit pas nos soins du blog de Nuevo Curso, nous n'avons pas trouvé cette citation dans la version française du "Second Manifeste... sur le site : <https://bataillesocialiste.wordpress.com/2009/06/01/pour-un-second-manifeste-communiste-for-1961/>.)

Nuevo Curso, 18 mars 2018 (traduit par le GIGC).

## Brochures des CI-Klasbatalo et de la FICCI (commande à [intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com))

*Lutte étudiante et assemblées de quartier* (Communistes Internationalistes - Klasbatalo)

*La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927)* (Fraction interne du CCI)

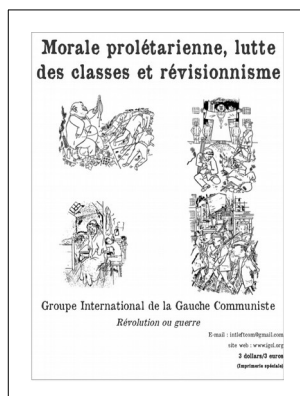
*Groupe des Travailleurs Marxistes (Mexique, 1938)* (Fraction interne du CCI)

*La question de la guerre (1935)* (Fraction interne du CCI)

*Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme* (Fraction interne du CCI et GIGC)

*Les syndicats contre la classe ouvrière (1976)* (Fac-similé de la brochure du CCI).

## Lisez nos brochures...



***Bilan de la Lutte étudiante et des assemblées de quartier de 2012 au Québec.***

**Contre les théories opportunistes du CCI :  
*Morale prolétarienne, lutte des classes et révisionnisme.***





## Quel parti ? Quelle "future Internationale" ? Comment poser le problème ?

Nous reproduisons ci-après un texte de la TCI ([www.leftcom.org](http://www.leftcom.org)) qui poursuit le débat interne que cette organisation a lancé depuis quelques temps maintenant sur la question du parti révolutionnaire du prolétariat<sup>37</sup>. À l'heure où de nouvelles forces communistes (et une nouvelle génération de militants) surgissent au niveau international, il est de la plus haute importance que l'ensemble du camp prolétarien, ou du moins ses forces les plus dynamiques, se réfère et se rassemble dans les débats et le processus de clarification politique autour des positions portées par la Gauche communiste. Comme le texte le rappelle<sup>38</sup>, de par sa filiation historique directe avec le PC d'Italie et ce qu'il est commun d'appeler la "Gauche Italienne" d'une part et, d'autre part, comme principale organisation communiste internationale, la TCI exerce de fait un rôle de référent et de pôle international. Ce n'est donc pas un hasard si la dynamique internationale de surgissement de nouvelles forces révolutionnaires, particulièrement en Espagne et sur le continent américain du nord et du sud, dont le blog *Nuevo Curso* est à ce jour l'expression et le facteur le plus actif, s'appuie et s'affirme autour du pôle représenté par la TCI. L'initiative de *Nuevo Curso* pour traduire en espagnol et publier sur son blog ce texte, en est une illustration. Ainsi, ce texte devient un outil direct de référence et de discussion pour ces nouvelles forces et un moment du combat pour le regroupement des forces communistes en vue d'établir au mieux une véritable clarification politique et, à terme, les conditions programmatiques, théoriques et politiques les meilleures possibles du futur parti politique mondial du prolétariat. Pour notre part, nous entendons participer au maximum de nos forces à cette dynamique. Voilà pourquoi nous faisons suivre le texte de la TCI de commentaires et d'observations, en partie critiques, afin de pousser à la réflexion et à l'indispensable confrontation des approches et positions politiques diverses qui existent encore aujourd'hui.

### La future Internationale (TCI)

L'article suivant a été publié à l'origine, dans *Revolutionary Perspectives* #11, comme projet de discussion par le CWO. Après des discussions et des révisions, la version publiée ici a été adoptée par la Tendance Communiste Internationaliste (TCI). Comme indiqué dès l'origine, il est destiné à faire partie d'un document plus long ou d'une brochure de la TCI. Il devrait donc être lu en relation des documents antérieurs que nous avons déjà publiés sur la question du parti et de la classe qui situent la question dans un contexte plus large. Le document de *Revolutionary Perspectives* numéro 8 sur le rôle et la structure de l'organisation révolutionnaire sur [leftcom.org](http://leftcom.org), ainsi qu'un document publié ultérieurement sur notre site [leftcom.org](http://leftcom.org), sont particulièrement à prendre en compte. Nous espérons avec ces articles (et d'autres à suivre) stimuler une discussion parmi les nouveaux éléments qui sont récemment parvenus à la tradition des idées de la Gauche communiste, aussi bien que pour indiquer clairement à ceux avec qui nous avons discutés depuis un certain temps la base de nos perspectives sur la question critique du parti et de la classe. [Introduction de la CWO]

Aujourd'hui nous sommes aux prises avec une crise profonde du capitalisme et un prolétariat si morcelé et désorganisé qu'il ne résiste que de façon sporadique au poids de la guerre, de l'austérité et de la pauvreté accrue. Il peut donc sembler prématuré d'envisager un processus vers la constitution d'une future Internationale de la classe ouvrière. Toutefois, malgré cette désastreuse situation, il y existe beaucoup de nouveaux éléments dans le monde qui reconnaissent cette stagnation, sinon la faillite complète du système. Ils discutent et débattent sur les réseaux ou face à face

en petits groupes éparpillés ici ou là précisément comment le prolétariat s'émancipera, s'il y parvient un jour. Ce faisant, ils tentent, comme nous, de se réapproprier l'expérience des luttes ouvrières passées. Ce qui suit est notre contribution, basée sur ce que nous considérons être les leçons historiques apprises par le prolétariat, à cette discussion nécessaire.

Le cycle actuel d'accumulation du capital est entré dans sa spirale descendante il y a plus de 40 ans. Après le plus long boom économique de l'histoire du capitalisme (de 1948-1971), nous vivons maintenant son plus lent effondrement. Le système économique quasi stagnant a été soutenu par une intervention étatique sans précédent qui lui a permis jusqu'ici d'éviter son effondrement total. Pendant une grande partie de cette période, il a réduit le salaire moyen de la majorité des travailleurs, mais ces privations n'ont pas suffi à stimuler la reprise, encore moins pour empêcher l'accumulation massive de dettes, la création généralisée de capitaux fictifs, et l'existence de mini-booms et d'effondrements.

Il a également produit la dislocation et la désorientation de la classe qui s'oppose régulièrement au système capitaliste qui, du fait de son rôle et de sa position dans les rapports de production, est en opposition objective au système capitaliste. Beaucoup déplorent, qu'au cours de cette période, les révolutionnaires n'aient pas fait plus pour s'unir ; comme si les révolutionnaires avaient une existence indépendante du reste de la classe ouvrière. Les divisions entre les révolutionnaires, jusqu'à présent, ont été largement fonction de la faiblesse du mouvement de classe dans son ensemble. Et, cela ne s'est pas uniquement produit à notre époque mais tout au long de l'histoire de la classe ouvrière. Lorsque la classe se réforme dans de nouvelles

37 . cf. en français et anglais sur notre site : <http://igcl.org/Prise-de-position-sur-le-texte-du> et aussi sur le site de la TCI <http://www.leftcom.org/en/articles/2016-08-28/the-revolutionary-party-and-the-working-class>.

38 . « En raison de cet héritage politique, la TCI est une composante du futur parti car elle espère garder vivante les leçons des luttes de la classe ouvrière du passé pour les nouvelles générations » (TCI, *Sur la future Internationale*).



conditions après une période de retraite, les premières réponses sont inévitablement hésitantes et diverses. Ce n'est que lorsque le mouvement commence vraiment à se généraliser et à prendre une forme de masse que les révolutionnaires ont tendance à enterrer les différences passées et à abandonner les vieilles rancœurs. Au fur et à mesure que le chemin pris par la classe ouvrière devient plus clair, l'exigence pour la création d'une organisation politique de la classe avec une claire vision du communisme devient plus forte.

Certains diront que ce n'est pas nécessaire. Ils argumenteront que le mouvement «spontané» de la classe sera suffisant pour l'emporter vers la victoire. Nous avons une grande confiance dans l'émergence d'un mouvement de fond de la classe ouvrière qui ne souhaiterait plus vivre comme auparavant et avec les anciennes conditions de vie. Le premier assaut contre le système sera inévitablement inattendu et de cette nature. Un tel mouvement peut aller loin, mais il ne résout pas la question. Les forces qui agissent contre lui n'abandonneront pas facilement. Elles chercheront tous les moyens possibles pour le faire dérailler, à la fois pour l'empêcher de renverser l'État et pour trouver une nouvelle façon d'organiser la vie économique et sociale. À un certain point, ces forces vont se masquer, adopter de fausses idéologies et tenter de le diriger sur une trajectoire cohérente pour la poursuite du système.

Nous savons tout cela par la connaissance de l'histoire. Si ces forces ne sont pas combattues politiquement par la classe ouvrière, elles feront dérailler le mouvement. Prenons deux exemples différents. Dans la révolution russe, le mouvement spontané a renversé le tsar en février, mais pendant que les ouvriers combattaient encore dans les rues, la bourgeoisie et ses alliés mettaient en place un gouvernement qui voulait voler aux soviets ouvriers les fruits de leur victoire. Mais les travailleurs n'ont pas été pris au dépourvu car ils ont de plus en plus fait confiance dans la présence organisée qui soutenait sans ambiguïté le pouvoir soviétique et l'internationalisme – le parti bolchevik. Bien qu'il s'agisse d'une infime minorité, ce dernier existait dans la classe ouvrière depuis des années avant la révolution et les deux tiers de ses membres étaient des travailleurs. Ses slogans ont aidé le mouvement à aller au-delà du système parlementaire que la classe capitaliste (aidée par les autres soi-disant partis socialistes) essayait d'imposer. En fin de compte, la classe ouvrière a fait du parti bolchevik son instrument et, après avoir acquis la majorité dans les soviets à travers le pays, il est devenu le fer de lance de l'insurrection révolutionnaire.

Par contre, en Pologne dans les années 1980. Ici, les ouvriers occupaient spontanément des chantiers navals et rejetaient l'autorité de l'État stalinien. L'ironie veut que dans un pays soi-disant communiste, il n'y avait pas de parti politique révolutionnaire vers lequel se tourner. Dans ce vide se sont introduits l'Église catholique et les nationalistes polonais (et derrière eux, la CIA). Ils ont orienté le mouvement des travailleurs vers la sacro-sainte «démocratie». Bref, leur lutte est devenue victime

de la rivalité inter-impérialiste.

Nous savons aussi que, au sein de la classe ouvrière, la prise de conscience de la nécessité de détruire le capitalisme s'emparera de certains (une minorité) avant les autres et que toute réunification des opposants au capitalisme restera le fait d'une minorité. La domination de la bourgeoisie sur les moyens de production (y compris des idées) signifie que l'instrument politique des travailleurs conscients au sein de la classe restera toujours minoritaire avant l'éclatement de la révolution. Plus cette minorité fournit un message politique cohérent avec une forme organisationnelle cohérente et cherche à fonctionner au sein de la classe ouvrière au sens large, plus elle peut devenir partie intégrante du mouvement vivant de la classe. Quand le mouvement doit être clair sur ses objectifs et la direction à prendre, la minorité révolutionnaire, ou en d'autres termes, le parti politique, a un rôle clé à jouer dans la lutte contre l'idéologie bourgeoise en proposant un programme à toute la classe, basé sur les leçons de l'histoire et les acquis de ses propres luttes passées.

Ces acquis ont tendance à être oubliés au fil du temps. Un des éléments clés du Manifeste communiste était

*"Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :*

*- dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts **indépendant de la nationalité** et communs à tout le prolétariat ;*

*- dans les différentes phases que traversent la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.»<sup>39</sup> (le gras est de nous [note de la TCI])*

Dès ses débuts, le mouvement communiste moderne s'est centré sur le caractère universel et internationaliste de la classe ouvrière. Lorsque la Première Internationale fut fondée en 1864, Marx et Engels la considéraient comme leur plus grande réussite. Marx a annoncé que la classe ouvrière avait enfin un instrument indépendant de tous les partis bourgeois ; il pouvait maintenant affirmer que *«l'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»*. Cependant, cette affirmation était un peu prématurée. La Première Internationale a été déchirée par des divisions entre les syndicalistes anglais, les mutualistes proudhoniens et la rivalité obscure de l'Alliance internationale pour la démocratie socialiste de Bakounine. Certains Internationalistes ont individuellement joué un rôle dans la Commune de Paris, mais à ce moment-là, l'Internationale avait pratiquement cessé d'exister en tant que véritable organisation.

Il faudra encore attendre une vingtaine d'années avant de voir apparaître sa succession, la Deuxième Internationale. Elle reposait explicitement sur des sections nationales qui étaient beaucoup plus dominantes que le Bureau Socialiste International qui devait normalement les coordonner. Les sections

39 . www.marxist.org.

rassemblaient diverses traditions du mouvement ouvrier et n'étaient pas exclusivement marxistes. En effet, l'aile marxiste du mouvement était de plus en plus marginalisée par le pouvoir croissant des syndicats sociaux-démocrates. Finalement, la Deuxième Internationale se dissout au début de la Première Guerre mondiale au sein de ses composantes nationales alors que parti après parti (à l'exception des partis russe, polonais, roumain, serbe et bulgare<sup>40</sup>) ils votent les crédits de guerre dans leurs nations respectives.

Malgré les efforts de réunification des socialistes contre la guerre (Zimmerwald et Kienthal), aucune nouvelle internationale n'est apparue pour remplacer la Deuxième Internationale. Ce n'est qu'avec le triomphe du prolétariat russe et la Révolution d'Octobre, première étape de la révolution mondiale, que la question d'une nouvelle internationale se posa de nouveau sérieusement. Cependant, dans l'Europe déchirée par la guerre, établir une Internationale révolutionnaire ou communiste n'était pas chose facile, et ce n'est qu'en 1919 qu'elle a tenu sa première réunion à Moscou.

La nouvelle Internationale promettait beaucoup. Sous l'influence de la Révolution russe, les partis communistes commencèrent à apparaître à travers le monde en s'affiliant à l'Internationale sur la base de ses 21 conditions. Cependant ces partis étaient en grande partie nouveaux et souvent dotés de jeunes chefs très certainement en admiration devant les accomplissements des camarades russes. En conséquence, le parti russe a dominé l'Internationale dès le début (tout comme le Parti social-démocrate allemand était considéré comme «*le Parti*» [Trotsky] de la Deuxième Internationale). Cela allait avoir des conséquences désastreuses pour la Troisième Internationale et ses partis la constituant.

Alors que la révolution en Russie laissait tomber ses promesses initiales - principalement parce que de nouvelles révolutions, surtout en Europe, n'avaient pas éclaté pour lui venir en aide - le Parti communiste russe voyait de plus en plus l'Internationale comme un instrument de soutien pour la Russie. C'est-à-dire le soutien du nouvel d'État russe ambivalent et ambigu qui se confondait avec la révolution russe. Mais le soutien à un État dont la priorité était de plus en plus de survivre dans l'ordre mondial capitaliste (en voie de stabilisateur) signifiait de plus en plus l'abandon du projet de la révolution mondiale. La révolution mondiale était le seul événement qui aurait pu raviver le potentiel révolutionnaire en Russie. En 1921, l'Internationale adopta la politique d'aller «aux masses», ce qui signifiait en pratique essayer de faire un front commun avec les différents partis sociaux-démocrates de la Deuxième Internationale ainsi remis en scelle. Ils avaient été le dernier rempart du capitalisme contre la révolution ouvrière dans tous les pays (notamment en Allemagne où ils étaient complices du meurtre de Luxemburg et de Liebknecht et de centaines de travailleurs communistes). Un an plus tard, le

Komintern transformait le mot d'ordre d'«aller aux masses» dans la variante politique du «front uni» qui exigeait que les nouveaux et jeunes partis communistes recherchent l'alliance avec ceux dont ils venaient de séparer de quelques mois auparavant. La Troisième Internationale est ainsi devenue l'outil de la nouvelle classe montante en Russie et a cessé d'être l'outil de la révolution internationale.

Que démontre l'expérience de la dernière vague révolutionnaire? De par sa nature même, la lutte de la classe ouvrière pour vaincre le capitalisme sera très différente de celle de la bourgeoisie dans sa lutte contre le féodalisme. La bourgeoisie a développé sa propre forme de propriété sous la féodalité et a ainsi construit sa richesse et son pouvoir dans l'ancien régime avant de le remplacer. La révolution du prolétariat est différente. Nous n'avons aucune propriété à défendre. Notre force vient de notre capacité d'action collective et commune. La révolution prolétarienne ne peut pas se faire par la simple poursuite d'intérêts immédiats. La révolution prolétarienne doit être une révolution consciente. Cependant, dans des conditions capitalistes, certains travailleurs reconnaîtront avant d'autres la nécessité de renverser le système. Il est naturel que cette minorité forme une organisation politique exprimant son objectif conscient de créer une nouvelle société.

Sous la social-démocratie, la classe ouvrière était organisée dans des partis nationaux qui reconnaissaient leur appartenance à la Deuxième Internationale. Mais cette Internationale n'était qu'une simple boîte aux lettres plutôt qu'une direction coordonnée du prolétariat international. En tout cas, elle a construit un mouvement de masse totalement dédié au **réformisme**. Les révolutionnaires étaient largement marginalisés comme l'a montré le résultat d'août 1914. Cela a laissé la classe ouvrière révolutionnaire sans Internationale jusqu'à la suite de la révolution russe. La Troisième Internationale est arrivée trop tard pour agir comme elle était censée être - l'avant-garde de la révolution mondiale. Étant donné l'énorme prestige pour la classe ouvrière qui avait réussi à renverser sa classe dirigeante et à devenir ainsi le phare de la révolution mondiale, il n'était pas anormal que le parti russe exerce une influence considérable sur l'Internationale. Mais au moment où la Révolution russe s'est repliée sur elle-même, l'Internationale a très rapidement abandonné la révolution mondiale en faveur d'une politique de défense de l'État russe désormais séparé de son assise, la classe à l'origine de la révolution. L'imposition de la politique de "bolchevisation" dans les nouveaux partis les a dépourvus des vrais révolutionnaires et a fait de l'Internationale une autre agence de l'URSS dans sa lutte pour une place parmi le "concert des nations".

La leçon est claire. En prévision de n'importe quel éclatement révolutionnaire, il doit y avoir une sorte d'Internationale. Ce «*ne peut pas être une fédération de partis plus ou moins indépendants avec des politiques différentes basées sur des revendications propres à chaque situation nationale. Il est donc plus*

40 . Pour les partis des États engagés dans la guerre impérialiste.

*correct de parler d'un parti international. La nature, la structure et les statuts de ce Parti prolétarien international doivent façonner de manière homogène chaque section nationale. Sa plate-forme politique doit être le patrimoine commun, développé de manière homogène par toutes les sections et tous les militants. »* (M. Stefanini, La Nouvelle Internationale sera le Parti International du prolétariat, *Prometeo*, VI série, n. 1, 2000 et **Internationaliste** numéro 20, 2001).

Ici, l'homogénéité ne signifie pas une identité totale d'accord sur chaque question mais indique un accord sur une plate-forme commune et en définitive un programme commun. Cela ne peut être clarifié que par la discussion la plus large possible au sein de l'Internationale. Le Parti International (et quel que soit son nom) doit avoir une unité d'action centralisée pour vaincre l'ennemi de classe, mais une unité significative n'est pas atteinte sans le dialogue constant entre ses membres. Le parti bolchevik, contrairement à la mythologie stalinienne, était plein de débats contradictoires et, malgré toutes les différences, cela n'a pas empêché ses différentes sections de démontrer leur capacité d'initiative et de devenir l'outil que la classe ouvrière a saisi et transformé en fer de lance de la révolution. Au contraire, c'est le lien direct et concret, que la masse de ses membres avait au sein de la classe ouvrière, qui lui a permis de stimuler autant de débats au sein du parti et qu'il a pu en dernier ressort devenir l'instrument du mouvement ouvrier au sens large, en 1917. Les membres de la future Internationale ne peuvent donc contribuer au mouvement réel d'émancipation que s'ils ont des liens directs avec la classe dans son ensemble. Les communistes doivent gagner le droit d'être écoutés.

Les militants de cette Internationale participeront et tenteront de guider toute révolution future en encourager l'autonomie des luttes ouvrières par l'établissement d'organes de la classe. Ils participeront à tous les niveaux autant que possible mais l'Internationale ne sera pas un gouvernement de remplacement. Sa tâche reste la diffusion de la révolution mondiale. Cela signifie que même si ses militants peuvent accepter d'être délégués par les organes de toute la classe, partout où l'Internationale est présente, cette dernière ne dirige aucun domaine tout en continuant à donner son avis politique. Comme l'écrivait Onorato Damen dans la Plate-forme du Parti communiste internationaliste de 1952.

*« Il n'y a pas de possibilité d'émancipation de la classe ouvrière, ni de construction d'un nouvel ordre social si cette possibilité ne ressort pas de la lutte des classes ... A aucun moment et pour aucune raison le prolétariat n'abandonne son rôle combatif, [le prolétariat est toujours objectivement antagoniste au capitalisme]. Il ne délègue pas à d'autres sa mission historique, et ne lui confère pas [une carte blanche générale a priori], pas même à son parti politique. »* (les crochets sont rajoutés par nous pour mieux coller à l'italien<sup>41</sup>).

C'est notre vision de la forme de la future internationale mais d'où partons-nous aujourd'hui? Après quarante ans de restructuration, la fragmentation de la classe actuellement se reflète dans la dispersion des énergies révolutionnaires. Certains ont été découragés par les divisions qui règnent parmi les révolutionnaires qu'ils accusent de défendre leur propre chapelle. Cependant, ces différences étaient bien réelles et basées sur les divers efforts qui ont été faits pour faire face à la contre-révolutionnaire et à l'échec de la vague révolutionnaire de l'après Première Guerre mondiale. Au fil du temps, certaines différences ont été reconnues comme moins importantes qu'elles ne paraissaient autrefois, mais le retour à une reprise révolutionnaire de la classe ouvrière est long. Cela ne devrait pas être considéré comme un facteur négatif, mais comme une partie nécessaire au processus de développement de la conscience de classe. En cours de route, d'importants débats ont été et sont toujours nécessaires. Sans un débat approfondi pour clarifier les problèmes, le prolétariat ne sera jamais en mesure d'avoir un programme solide sur lequel se battre pour la prochaine grande offensive contre le capitalisme.

En même temps, les liens ténus entre les révolutionnaires et l'ensemble de la classe doivent être approfondis et renforcés. Chaque organisation politique locale doit déterminer les moyens pour demeurer en contact avec des sections plus larges de travailleurs qui ne se considèrent peut-être pas comme révolutionnaires mais qui savent qu'ils cherchent toutefois à combattre la misère engendrée par le capitalisme. Dans le boom économique d'après-guerre, à la lumière de leur compréhension du fait que les syndicats sont hostiles à l'organisation de la résistance anticapitaliste, une stratégie clé mise en avant par le Parti communiste internationaliste (PCInt-publiant *Battaglia comunista*) a été la mise en place de groupes d'usines qui incluaient des membres et des non-membres du parti, dans plusieurs lieux de travail (y compris à la FIAT). Cependant avec le déclin des énormes concentrations industrielles, des «groupes territoriaux» pouvant parfois inclure, à la fois des groupes militants issus de lieux de travail locaux, et à la fois des groupes de militants luttant sur d'autres questions (par exemple la guerre, le logement ou l'emploi) ont été mis en place. Il importe, ici, que l'organisation politique soit toujours présente dans les lieux où la masse de la classe elle-même se manifeste. Les groupes internationalistes ne sont pas des créations spontanées de la classe, mais plutôt des outils politiques adoptés par le parti pour s'enraciner dans la vie de la classe au sein de laquelle il agit comme guide et intervient partout où il le peut. Le parti n'est pas une entité qui se forme à la dernière minute ou qui n'apparaît qu'au moment de l'éclatement de la lutte. Il doit faire partie au quotidien de la vie de la classe sans succomber au cancer du réformisme pour obtenir des gains artificiels et à court terme.

Actuellement, la présence des révolutionnaires dans la classe est très embryonnaire, mais à mesure que la crise s'aggrave, de plus en plus de travailleurs réalisent qu'il

41 . Note de la traduction réalisée par la TCI.

n'y a pas de solutions capitalistes à leurs problèmes. La possibilité de travailler plus largement se présentera à nouveau aux révolutionnaires. Une fois que la classe ouvrière commencera à bouger, le mouvement pratique aura tendance à adopter le programme qui répond le mieux à ses besoins réels. Cependant cela ne signifie pas que les révolutionnaires attendent les bras croisés dans l'attente du grand soir. Il n'y aura pas de grand soir à moins que ceux qui sont déjà communistes ne luttent pour cette perspective aussi largement que possible dans les organisations de combat que la classe ouvrière elle-même se crée.

L'Internationale (ou du moins son large noyau) doit exister avant l'éclatement de la crise révolutionnaire. Elle est "restreinte" en ce sens que sa plate-forme et son programme sont basés uniquement sur les leçons révolutionnaires de la lutte des classes antérieure. Dans ce cadre, tout débat est possible et le parti est organisé selon des principes du centralisme démocratique (c'est-à-dire que toutes les questions sont finalement votées par ses membres). En même temps, le parti permettra également l'existence de différentes tendances sur des questions qui n'ont pas déjà été réglées ou lorsque de nouveaux aspects du programme se posent. Elles doivent avoir le plein droit de débattre et de publier leurs opinions minoritaires, car il y aura beaucoup de nouveaux défis sur la voie de la révolution. Il y a de surcroît beaucoup de problèmes auxquels l'histoire n'a pas encore répondu. La santé de l'organisation dépend directement de l'échange énergétique d'opinions. En fin de compte, de tels échanges devraient aboutir en une politique commune, mais si un débat demande un vote, la minorité doit accepter le verdict de la majorité pour ne pas saper l'unité d'action des organisations. C'est la seule voie saine dans laquelle le parti peut se développer s'il veut agir en tant que force centralisée lorsque la situation de la révolution mondiale l'exigera.

Sans une compréhension commune des lignes d'action générales (même s'il n'y a pas d'accord total), aucune politique significative ne sera menée. En même temps, la discussion et le débat préparent chaque membre du parti à agir de manière autonome en tant que révolutionnaire lorsque la situation locale immédiate l'exige. Il n'y a pas de mécanisme statutaire qui puisse l'assurer. Elle réside dans la préparation et la conscience de tous les membres et cela ne peut se faire que par l'intermédiaire d'un parti qui possède une culture d'éducation et de discussion animée.

Bien que nous ayons adopté ces principes dans nos statuts, la Tendance Communiste Internationaliste, comme nous l'avons répété maintes fois, n'est pas ce parti, ni même le seul noyau d'un futur parti, puisque les conditions pour cela n'existent pas encore. Cependant, nous ne sommes pas apparus de nulle part. Nous appartenons à la tradition de la Gauche Communiste d'Italie qui a fondé le Parti communiste d'Italie, section de la Troisième Internationale, en 1921. Lorsque nos prédécesseurs ont été alors retirés de la direction de ce parti au cours du processus de "bolchevisation" (en

réalité l'antithèse de tout ce qui était révolutionnaire dans le bolchevisme) ils continuèrent à se battre pour l'internationalisme et la politique révolutionnaire dans les usines de France et de Belgique ainsi que dans les prisons de l'Italie fasciste. En 1943, c'est de la réunion de ces deux courants que la Gauche communiste s'est rassemblée à nouveau au sein du Parti communiste internationaliste en Italie. Elle a maintenu et même développé la politique révolutionnaire malgré les tentatives d'anéantissement par les sbires de Staline. Elle a survécu à l'après-guerre jusqu'à agir comme un point de focalisation pour l'établissement de la Tendance Communiste Internationaliste. Le Parti communiste internationaliste tente depuis longtemps de trouver un terrain d'entente avec d'autres groupements et tendances. Même si cela n'a pas souvent débouché sur un accord, la porte du dialogue est toujours restée ouverte. C'est dans cette tradition que la Tendance Communiste Internationaliste (TCI) opère aujourd'hui.

En raison de cet héritage politique, la TCI est une composante du futur parti car elles espèrent garder vivantes les leçons des luttes de la classe ouvrière du passé pour les nouvelles générations. C'est ainsi qu'elles éviteront de passer par toutes les erreurs passées de la classe ouvrière et comprendront ce qu'il reste à accomplir. En même temps, nous reconnaissons que la situation de la classe ouvrière aujourd'hui est différente de celle du passé comme elle le sera à l'avenir. C'est pourquoi nous sommes ouverts à de nouvelles réflexions face aux problèmes que la future vague révolutionnaire posera à toute minorité politique de la classe.

Néanmoins la TCI ne se considère pas comme un simple centre de discussion, mais comme l'un des noyaux du futur parti international, c'est la raison pour laquelle elle regarde de près d'autres expériences qui peuvent contribuer à sa construction. L'adhésion de la TCI à une plate-forme politique commune et claire, sa recherche constante de rester en lien avec l'ensemble de la classe et de s'enraciner dans les limites des conditions objectives et subjectives existantes, définissent son travail vers la création du parti.

Dans notre lutte pour le communisme, nous avons constamment soulevé la question de l'Internationale ou du Parti International. Si la classe ouvrière mondiale ne forge cet outil politique comme produit et facteur du développement de sa conscience révolutionnaire, elle fera face à encore plus de défaites à l'avenir. Nous espérons sincèrement nous engager avec de nouveaux groupes qui prennent conscience de la nécessité de renverser le système en lui donnant une boussole politique. Dans le même temps, nous cherchons à dialoguer avec les groupes existants, à coopérer activement là où c'est possible, à accepter les d'accords là où ils sont nécessaires ; et finalement à s'unir à mesure que l'histoire avance inexorablement et qu'un véritable mouvement de classe se développe.

Tendance communiste internationaliste (Juin 2018)

## Quelques commentaires et observations sur le texte de la TCI

Les commentaires qui suivent, visent à apporter quelques précisions et éléments de réflexion par rapport à ce texte de la TCI. Nous entendons ainsi répondre concrètement, positivement et fraternellement à l'appel de celle-ci à « *stimuler une discussion parmi les nouveaux éléments qui sont récemment parvenus à la tradition des idées de la Gauche communiste* ». Le texte affiche les positions classiques de cette organisation sur la question du parti avec lesquelles nous sommes pour l'essentiel en accord au point que nous pouvons reprendre à notre compte ce qu'en dit la présentation de Nuevo Curso : « *Nous voudrions d'abord signaler les très importants éléments en commun : l'accord sur le rôle de l'organisation politique, la fonction du mouvement "spontané" de la classe et la nécessité de la construction du parti de classe pour que la classe puisse se constituer en parti. Mais aussi les apports qui intègrent l'expérience développée par les groupes politiques révolutionnaires ces derniers quarante ans* »<sup>42</sup>. Nous saluons aussi le texte de la TCI parce qu'il s'inscrit dans le combat historique pour le parti et comme un moment immédiat de ce combat. En particulier, nous partageons complètement la compréhension et la vision du rapport parti-classe qui appartient tout spécialement au legs historique de la Gauche dite italienne et telles que le texte les reprend à son compte : « *plus cette minorité [le parti ou l'Internationale] fournit un message politique cohérent avec une forme organisationnelle cohérente et cherche à fonctionner au sein de la classe ouvrière au sens large, plus elle peut devenir partie intégrante du mouvement vivant de la classe* ». Néanmoins, c'est précisément sur ce point que nous voulons intervenir car il nous semble que cette compréhension dynamique du rapport parti-classe est en partie contredite, ou du moins affaiblie, par certaines insistances du texte lui-même.

L'article insiste principalement, à plusieurs reprises et sous différentes formulations, sur deux caractéristiques, ou dimensions, nécessaires à la constitution de la *future Internationale* : « *les liens directs avec la classe* » comme condition *sine qua non* pour « *contribuer au mouvement réel d'émancipation* » ; et sur le fait qu'« *une unité significative [au sein du parti] n'est pas atteinte sans le dialogue constant entre ses membres* ».

### La présence de l'Internationale dans la classe ouvrière

Pour nous, la première dimension doit être comprise plus largement que le seul "lien ou enracinement physique" dans la classe. Elle renvoie à la capacité politique du parti à se mettre au premier rang politique – c'est-à-dire en priorité en terme d'orientations et de mots d'ordre – du combat de classe. Le lien du parti avec la classe dans son ensemble, que ce texte de la TCI tend trop à réduire aux seuls « *liens directs avec la*

*classe* »<sup>43</sup>, est d'ordre essentiellement politique et la simple "présence physique" des révolutionnaires, organisés en *parti*, dans les masses prolétariennes ne suffit pas, loin s'en faut, à renforcer ce lien. Cette présence est autant le produit que facteur de l'influence directe, c'est-à-dire politique, du parti dans les masses prolétariennes. *In fine*, ce sont les capacités politiques et **militantes** – la volonté et les efforts d'intervention et de présence politique directe dans la classe – du parti à se porter à l'avant-garde du combat politique de classe, à chaque moment de celui-ci, qui permettront le développement réel du lien entre les deux, parti et classe, et l'influence du premier dans les masses.

« *C'est en offrant le maximum de continuité dans la défense du programme et dans la vie de la hiérarchie dirigeante (par-delà le remplacement individuel de chefs infidèles ou usés) que le Parti assure également le maximum de travail efficace et utile pour gagner le prolétariat à la lutte révolutionnaire. Il ne s'agit pas seulement d'édifier les masses, et moins encore d'exhiber un Parti intrinsèquement pur et parfait, mais bel et bien d'obtenir le meilleur rendement dans le processus réel. Comme on le verra mieux plus loin, il s'agit, par un travail systématique de propagande et de prosélytisme et surtout par une participation active aux luttes sociales, d'obtenir qu'un nombre toujours croissant de travailleurs passe du terrain des luttes partielles pour des intérêts immédiats au terrain de la lutte organique et unitaire pour la révolution communiste. Or c'est uniquement lorsqu'une semblable continuité de programme et de direction existe dans le Parti qu'il lui est possible non seulement de vaincre la méfiance et les réticences du prolétariat à son égard, mais de canaliser et d'encadrer rapidement et efficacement les nouvelles énergies conquises dans la pensée et l'action communes, pour atteindre à cette unité de mouvement qui est une condition indispensable de la révolution.* » (Thèses de Rome adoptées par le PC d'Italie, 1922, nous soulignons<sup>44</sup>).

### L'Internationale et la dynamique de la lutte des classes

Cette dimension "présence et influence directe dans la classe" renvoie aussi à la compréhension du rapport parti-classe et plus largement à celle de la dynamique même de la lutte prolétarienne. « *Le parti n'est pas une entité qui se forme à la dernière minute ou qui n'apparaît qu'au moment de l'éclatement de la lutte. Il*

43 . Il est fréquent que la CWO, le groupe anglais de la TCI, utilise le terme "enracinement dans la classe" souvent compris et réduit au seul sens physique, c'est-à-dire à "avoir des militants ouvriers dans les entreprises".

44 . [https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1922/01/bordiga\\_19220130.htm](https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1922/01/bordiga_19220130.htm). Sur la compréhension et la définition des rapports du parti à l'ensemble du prolétariat, on peut aussi se référer avec grand intérêt au texte du PC d'Italie de 1921, *Parti et action de classe*, sur le site du PCI-Programme communiste : <http://www.pcint.org/>.

42 . <https://nuevocurso.org/sobre-la-futura-internacional/>.

doit faire partie du quotidien de la vie de la classe sans succomber au cancer du réformisme pour obtenir des gains artificiels et à court terme ». Cette formulation du texte de la TCI – la première phrase est tout à fait juste en soi – nous semble confuse et ambiguë en opposant, du moins en dissociant, les luttes de la classe et « la vie de la classe » comme deux moments distincts [les mots "du quotidien de" sont même absents de la version originale anglaise]. Du point de vue communiste, l'essentiel de la vie de la classe est "lutte", car elle est mouvement, quelle qu'en soit l'expression ou la forme, voire l'intensité, période révolutionnaire, mobilisation en masse, grève, manifestation, assemblée, comité, conflit collectif avec le petit chef, résistance aux cadences, discussion politique individuelle entre un membre du parti et un prolétaire sur le lieu de travail ou ailleurs, etc... « Le concept de classe ne doit donc pas nous suggérer une image statique, mais une image dynamique » (*Parti et classe*, PC d'Italie, 1921). Dans ce sens, la distinction, voire la séparation, entre "lutte" et "vie de la classe" est à rejeter au risque de tomber dans une vision métaphysique, combattue par Lénine en son temps (*Que faire?*) contre l'économisme, du prolétariat comme classe et dans une compréhension mécanique du rapport parti-classe.

Cette tendance à une vision statique de la classe s'exprime dans les présentations rapides et sommaires de l'article sur la révolution en Russie et de la grève de masse de 1980 en Pologne. Elles inclinent à résumer l'issue de ces combats de classe à la seule présence ou absence du parti sans prendre en compte la dynamique même de chaque confrontation entre les classes – dont le parti et les minorités révolutionnaires sont bien sûr une composante. Il n'y aurait guère d'intérêt, ou de sens, à relever cette tendance du texte – à la décharge du rédacteur, il est difficile de résumer en quelques lignes ces deux événements historiques – si elle n'avait pas à l'occasion des conséquences pratiques dans des prises de position de la TCI comme, par exemple, ce fut le cas à propos de la question catalane à l'automne 2017. La première prise de position de la TCI, *Catalogne : Nationalismes Rivaux Contre La Classe Ouvrière*<sup>45</sup>, qui dénonçait à juste titre le piège nationaliste dans lequel les indépendantistes catalanistes comme les unionistes espagnols essayaient d'entraîner le prolétariat, laissait la porte ouverte à ce que l'arrêt de travail, la "grève", nationaliste du 3 octobre puisse se transformer en un véritable mouvement de classe, internationaliste donc, sous l'influence du parti : « nous avons besoin d'une organisation internationale, un parti, qui puisse efficacement intervenir dans des événements comme la grève en Catalogne afin de pousser la lutte [nationaliste ajoutons-nous] au-delà du contrôle des syndicats et des partis institutionnels » (nous soulignons). Considérer qu'un "mouvement" sur le terrain bourgeois, dans ce cas en soutien à l'indépendance de la Catalogne, appelé par toutes les forces bourgeoises catalanistes jusqu'aux gauchistes et

syndicats anarchistes, CNT et CGT compris, et sans doute au prétexte que des ouvriers y participent, puisse être poussé au-delà en se transformant en une lutte ouvrière, révèle cette tendance à ignorer la dynamique même de la lutte des classes, son processus et son cours, à considérer la classe ouvrière comme statique, d'un point de vue sociologique, comme une matière morte à modeler par le parti. Comme s'il suffisait dans ce cas de rivaliser et de concurrencer l'influence des forces nationalistes et gauchistes par la seule volonté du parti et de ses membres. Certes, et bienvenu, un second article de la TCI, *On the Catalan "Revolution"*, – mais malheureusement non traduit en français – corrigea cette erreur en rappelant que « le processus de consolidation de l'indépendance et de l'unité de la classe ouvrière ne surgit pas d'une évolution spontanée de mouvements inter-classistes, encore moins est-il une voie à suivre pour le prolétariat »<sup>46</sup>.

### L'unité politique de l'Internationale

La seconde dimension renvoie à l'homogénéité et unité politiques du parti, de l'Internationale. Un de ses facteurs, parmi d'autres et bien moins important que le programme ou la plate-forme politique que l'ensemble du parti a adoptés, est la discussion et la confrontation des positions et des éventuelles divergences. Discussions, débats et confrontations "internes" ne sont pas nécessaires pour respecter un principe démocratique quelconque en soi, mais pour développer au mieux la vie interne du parti et favoriser ainsi la clarification politique et le développement de son unité réelle – son homogénéité politique – elle-même indispensable à l'accomplissement de la première tâche, celle de direction politique effective de la lutte prolétarienne. C'est-à-dire celle qui établit le véritable "lien direct avec la classe". En particulier, le combat pour la clarification et l'homogénéité politiques fonde la compréhension de la discipline prolétarienne ou communiste non pas sur une obéissance en soi à la majorité démocratique qui ne peut qu'être qu'un moyen immédiat et limité pour trancher des désaccords tactiques ponctuels, mais sur la conviction et l'unité politiques des membres du parti. « Le critère démocratique est pour nous, jusqu'ici, un élément matériel et accidentel dans la construction de notre organisation interne et la formulation de nos statuts de parti : il n'en est pas la plate-forme indispensable. C'est pourquoi, quant à nous, nous n'érigerons pas en principe la formule organisationnelle bien connue du "centralisme démocratique". La démocratie ne peut

45 . <http://www.leftcom.org/fr/articles/2017-10-10/catalogne-nationalismes-rivaux-contre-la-classe-ouvriere>

46 . <http://www.leftcom.org/en/articles/2017-10-23/on-the-catalan-%E2%80%9Crevolution%E2%80%9D>. La rectification de la position initiale – de fait ou un débat a-t-il été assumé au sein de la TCI? – manifeste trois choses : que la TCI est une organisation vivante qui est capable de rectifier des erreurs ponctuelles ; deux, que comme toute organisation vivante, elle est en permanence traversée par des compréhensions diverses provoquées par la pression constante de l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise au sein des organisations communistes ; trois, que cette vision statique de la classe et mécanique du rapport parti-classe traîne dans ses rangs et resurgit régulièrement.

*pas être pour nous un principe; le centralisme, lui, en est indubitablement un, puisque les caractères essentiels de l'organisation du parti doivent être l'unité de structure et de mouvement.*<sup>47</sup> » (*Le principe démocratique*<sup>48</sup>, Parti communiste d'Italie, 1922).

Ces deux facteurs ou dimensions, tels qu'ils sont présentés par le texte – « *demeurer en contact avec des sections plus larges de travailleurs* » et « *la discussion la plus large possible au sein de l'Internationale* » comme, selon le texte, seule garante de l'homogénéité et d' « *un accord sur une plate-forme commune et en définitive un programme commun* » –, ne peuvent être pris en compte que dans la mesure où ils sont compris comme des moments du combat pour le parti, et non comme des recettes organisationnelles. Ce n'est qu'à cette condition qu'ils sont effectivement indispensables au développement et, surtout, à l'**efficacité** du parti comme organe de direction politique du prolétariat. Mais outre le fait qu'ils ne sont que deux conditions parmi d'autres, et encore pas les plus importantes, l'insistance particulière sur les deux dans ce texte laisse surgir des concessions à l'idéologie démocratique : par exemple dans la formule selon laquelle, pour obtenir l'unité de l'Internationale, il convient d'établir « *le plein dialogue constant entre ses membres [et que] toutes les questions sont finalement votées par ses membres* » ; ou encore dans celle qui avance que « *la discussion et le débat préparent chaque membre du parti à agir de manière autonome en tant que révolutionnaire* ». Ces insinuations ne sont pas nécessairement fausses en soi, ni à rejeter en soi bien qu'elles ne soient pas très utiles à la résolution du problème de l'homogénéité politique compris comme procès et combat. Mais telles qu'elles sont mises en avant par le texte, elles tendent à réduire l'homogénéité politique de l'Internationale à la somme de ses membres, c'est-à-dire à partir de l'« *unité-individu* », le cœur de la mystification démocratique bourgeoise telle qu'elle fut dénoncée en son temps, 1922, par le PC d'Italie.

Une grande partie, très grande partie, des problèmes théoriques et politiques que nos générations rencontrent, ou vont rencontrer, ont déjà été abordés et résolus, pas toujours bien sûr, par les fractions de gauche issues de l'Internationale Communiste ; et selon nous tout spécialement par la Gauche italienne. Voilà pourquoi nous terminerons ces commentaires trop rapides par ce passage des Thèses de Lyon présentées par ce qui était devenue la gauche du PC d'Italie à son congrès de 1926 en France. Certes elles combattent alors la *vision travailliste ou ouvriériste du parti* développée par

l'Internationale Communiste pour "gagner les masses" et justifier la politique de "front uni" avec la social-démocratie ce qui n'est pas, bien sûr, ce qu'avance l'article dont nous nous permettons ici de relever certaines faiblesses. Mais elles relèvent comment la conception de la relation du parti avec la classe réduite à sa simple relation "physique" immédiate mène à des déviations opportunistes d'ordre démocratique au sein même du parti. En ce sens, cette citation invite à la réflexion sur les dangers opportunistes qui se cachent derrière des visions ou compréhensions réduites, mécanique, non dialectique, du rapport parti-classe et de la classe révolutionnaire elle-même.

« *La définition du parti comme parti de la classe ouvrière n'a pas, chez Marx et Lénine, un sens grossièrement statistique ou constitutionnel; elle est liée au contraire aux fins historiques du prolétariat. Toute conception des problèmes d'organisation interne retombant dans l'erreur de la vision travailliste du parti révèle une grave déviation théorique en ce sens qu'elle substitue un point de vue démocratique au point de vue révolutionnaire, et donne plus d'importance à des projets utopiques d'organisation qu'à la réalité dialectique du conflit des deux classes opposées. Elle comporte le danger d'une rechute dans l'opportunisme.* » (Thèses de Rome, 1926<sup>49</sup>).

RL, Août 2018.

### Que faire ? (Lénine)

« **Au fur et à mesure que l'élan spontané des masses s'accroît et que le mouvement s'élargit, le besoin de haute conscience dans le travail théorique, politique et d'organisation de la social-démocratie augmente infiniment plus vite encore. (...) La social-démocratie dirige la lutte de la classe ouvrière, non seulement pour obtenir des conditions avantageuses dans la vente de la force de travail, mais aussi pour la suppression de l'ordre social qui oblige les non-possédants à se vendre aux riches. La social-démocratie représente la classe ouvrière dans ses rapports non seulement avec un groupe donné d'employeurs, mais aussi avec toutes les classes de la société contemporaine, avec l'Etat comme force politique organisée. Il sensuit donc que, non seulement les social-démocrates ne peuvent se limiter à la lutte économique, mais [que] nous devons entreprendre activement l'éducation politique de la classe ouvrière, travailler à développer sa conscience politique.** »

47 . Nous croyons pas que le camp prolétarien dans son ensemble puisse pour l'heure reprendre et clarifier le débat d'alors opposant *centralisme démocratique* et *centralisme organique*. Ce dernier fut par la suite développé par le courant bordiguiste dans les années 1950 souvent de manière caricaturale. Cela n'enlève rien à la nécessité de réfléchir et de se réapproprier le débat des années 1920 et la méthode et les leçons avancées par la Gauche italienne.

48 . [https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1922/02/bordiga\\_19220228.htm](https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1922/02/bordiga_19220228.htm).

49 . <https://pcint.org/>.



## Histoire du mouvement ouvrier

### Rosa Luxemburg contre le féminisme

*Soutenus par les médias et l'appareil d'État dans de nombreux pays, la bourgeoisie a organisé de grandes manifestations féministes, en particulier en Espagne (en Amérique du nord aussi), pour la journée de la femme le 8 mars 2018. L'événement fut très peu repris dans d'autres pays comme la France par exemple. En cette occasion, les camarades de Nuevo Curso ont publié le texte qui suit et qui rappelle la position du mouvement ouvrier sur le féminisme. Celui-ci qui se veut au-dessus des classes, prône en fait l'interclassisme et n'agit que comme un "mouvement" et une idéologie totalement bourgeoise et contre l'unité du prolétariat.*

Le féminisme apparaît en Europe à la fin des années 1890 avec le "suffragisme". Les suffragettes défendaient l'extension du droit de vote aux femmes dans le cadre du suffrage censitaire (restreint aux propriétaires), c'est-à-dire le droit des femmes des classes propriétaires à participer à la direction politique de l'État et de la société établie. Dans sa lutte pour faire une place aux femmes de la petite-bourgeoisie et des classes riches dans les entreprises et le gouvernement, les suffragettes essayèrent de se gagner les femmes travailleuses, beaucoup plus nombreuses et surtout beaucoup plus organisées. Les féministes proposaient un front interclassiste de "femmes" dont l'objectif était d'obtenir des députées bourgeoises au sein du système censitaire. Elles promettaient de représenter "l'intérêt commun en tant que femmes" qui était supposé unir les travailleuses avec ces bourgeoises du libéralisme radical anglais.

La gauche de la 2<sup>e</sup> Internationale, avec Rosa Luxemburg et Clara Zetkin à sa tête, s'y opposa radicalement. Un an avant la formation du premier groupe de suffragettes en Angleterre, Zetkin avait présenté à Gotha, le véritable congrès de fondation du Parti socialiste allemand, un rapport sur "la question de la femme et les tâches de la sociale-démocratie" qui fut approuvé à l'unanimité. Depuis lors, les socialistes allemands se dédièrent à organiser et former des milliers de femmes de la classe ouvrière, en animant des mobilisations pour le suffrage universel pour les deux sexes. À partir du Congrès de l'Internationale de Stuttgart, la gauche avec Zetkin et Luxemburg à sa tête, mena la bataille au niveau global non contre un supposé machisme de la direction mais contre les concessions au féminisme de certains partis comme le parti belge qui avait décidé lors de son congrès d'appuyer l'élargissement du suffrage censitaire aux femmes des classes riches.

« Le Congrès de la 2<sup>e</sup> Internationale qui s'est tenu à Stuttgart engage les partis sociaux-démocrates de tous les pays à commencer la lutte pour le suffrage universel féminin comme partie essentielle et incontournable de la lutte générale du prolétariat pour le droit de vote et

*pour le pouvoir, en nette opposition avec les aspirations féministes » (Clara Zetkin).*

Le féminisme voulait élargir le suffrage aux femmes des classes supérieures, le socialisme le rendre universel ; le féminisme une réforme légale, le marxisme une révolution sociale.

### Rosa Luxemburg et la gauche de l'Internationale contre le féminisme

La bataille idéologique devint chaque fois plus intense au fil des années. Dans sa correspondance, Rosa Luxemburg partage son rejet intime de l'argumentaire "moral et spirituel" du féminisme et des appels au "développement de sa propre personnalité" alors qu'en réalité, les féministes revendiquaient l'égalité entre les hommes et les femmes des couches au pouvoir et au sein de ce pouvoir. Elle sait que "la femme" n'est pas un sujet historique au-dessus ou en marge des classes sociales. C'est pour cela que la revendication d'un supposé "droit des femmes" qui bénéficierait aux travailleuses en marge de l'évolution du mouvement ouvrier en général et de la lutte contre le capitalisme, provoque son profond rejet.

Pour Rosa Luxemburg, les féministes essayaient d'utiliser le rejet par les travailleurs de l'oppression de la femme pour dévier la lutte prolétarienne et consolider un système qui en terminait alors avec sa phase historiquement progressiste tout

comme la bourgeoisie essayait de manipuler la résistance à l'oppression culturelle et nationale vers le nationalisme :

« Le devoir de protester contre l'oppression nationale et de la combattre qui correspond au parti de classe du prolétariat, ne trouve pas son fondement dans un quelconque "droit des nations" particulier tout comme l'égalité politique et sociale des sexes n'émane pas d'un quelconque "droit de la femme" auquel se réfère le mouvement bourgeois d'émancipation des femmes. Ces devoirs ne peuvent provenir que d'une opposition



Prise de parole de Rosa Luxemburg lors d'une réunion du SPD en 1905 (copié du blog de Nuevo Curso)

*généralisée au système des classes, à toutes les formes d'inégalité sociale et à tout pouvoir de domination. En un mot, ils découlent du principe fondamental du socialisme* » (Rosa Luxemburgo. La cuestión nacional y la autonomía, 1908)

Pour Rosa Luxemburgo, le féminisme n'est pas une "lutte partielle" mais la déviation en faveur des femmes bourgeoises et petite-bourgeoises des sentiments qui alimentent la lutte socialiste contre toute forme d'oppression.

Dans *Die Gleichheit*, le journal dirigée par Clara Zetkin, elle défend clairement que le pouvoir des femmes privilégiées par le suffrage censitaire naissait de leur position sociale bourgeoise et petite-bourgeoise et que la réforme légale du droit de vote qu'elles proposaient, renforcerait ce pouvoir. Cependant, les femmes ouvrières ne pouvaient s'affirmer que dans les luttes ouvrières main dans la main avec leurs camarades de classe.

*« Les avocates des droits des femmes bourgeoises désirent acquérir des droits politiques pour participer à la vie politique. Les femmes prolétaires ne peuvent suivre que le chemin des luttes ouvrières, celui qui est à l'opposé de la mise sur pied d'un pouvoir réel par des statuts essentiellement juridiques »*

C'est pour cela qu'elle dénonçait toute organisation "de femmes" et tout "front d'organisations de femmes". Elle se rendait compte que s'organiser dans un cadre interclassiste mensonger ne pouvait servir qu'à renforcer le pouvoir des couches petite-bourgeoises (et, comme le verrons, patriotes) que le féminisme soutenait, et diviser le mouvement de classe.

### **Le 8 mars contre le féminisme**

Rosa Luxemburgo est si convaincue que l'organisation de groupes exclusivement de femmes ne peut qu'ouvrir la porte à l'interclassisme et à la division au sein de la classe que, lorsque Clara Zetkin l'invite au premier congrès des femmes socialistes, elle s'en moque dans une lettre à Louise Kautsky : *« serions-nous maintenant devenues féministes ? »* écrit-elle. Mais elle savait que Clara Zetkin organisait des groupes de femmes socialistes pour la même raison que la 2<sup>e</sup> Internationale créait des groupes de jeunes : pour toucher avec son programme l'ensemble de la classe travailleuse et non pas seulement ceux des grandes concentrations ouvrières sur leurs lieux de travail. Bien que dans l'Allemagne de l'époque, il y avait beaucoup de femmes dans les usines, la majorité des femmes ouvrières se dédiaient à des travaux non industriels, à l'éducation de leurs propres enfants et à des métiers basés sur le travail domestique.

*« Il n'y a qu'un seul mouvement, une seule organisation de femmes communistes – auparavant socialistes – au sein du parti communiste avec les hommes communistes. Les buts des hommes communistes sont nos propres buts, nos tâches »* (Clara Zetkin)

La création du 8 mars comme journée de lutte, de grève, en 1910 sous le nom de "Journée de solidarité

internationale entre les femmes prolétaires" proposée par Zetkin avait la même finalité. Il s'agissait d'affirmer le caractère socialiste et ouvrier du mouvement pour le suffrage réellement universel, c'est-à-dire incluant la réalisation du vote pour les femmes. En fait, la création du 8 mars faisait partie de la lutte des femmes de la gauche de la 2<sup>e</sup> Internationale pour les droits démocratiques de tous les travailleurs et contre l'idée féministe de "l'union des femmes", *« contre laquelle j'ai lutté toute ma vie »* comme l'écrivit ensuite Rosa Luxemburgo.

R. Luxemburgo et C. Zetkin s'opposèrent à la formation de toute organisation ou mobilisation interclassiste "de femme". Contre le féminisme, elles "créèrent" le 8 mars : une mobilisation unitaire de tous les travailleurs.

### **Le moment de la vérité**

Le moment de la vérité qui démontra le fond et la raison de la lutte de la gauche de la 2<sup>e</sup> Internationale contre le féminisme vint avec la guerre mondiale.

Les suffragettes "exigèrent", littéralement, des gouvernements l'incorporation des femmes à l'effort de guerre et à la boucherie militaire. En prime, en 1918, le gouvernement britannique concéda le droit de vote aux 8 millions de femmes les plus riches, toujours loin du suffrage universel. C'est ce qu'aujourd'hui la presse célèbre comme "la conquête du vote par les femmes" en oubliant de dire qu'il concernait peu de femmes.

Par contre, C. Zetkin et les groupes de femmes ouvrières convoquèrent la première conférence internationale contre la guerre malgré la répression la plus sauvage contre les internationalistes de la part de tous les gouvernements. C'est le premier acte politique organisé par un groupe de la 2<sup>e</sup> Internationale contre la guerre à un moment où R. Luxemburgo, O. Rühle et K. Liebknecht sont déjà en prison :

*« [Nous devons] conduire les prolétaires à se libérer du nationalisme et les partis socialistes à récupérer leur liberté entière pour la lutte des classes. La fin de la guerre ne peut être atteinte que par la volonté claire et inébranlable des masses populaires des pays belligérants. En faveur d'une action, la Conférence adresse un appel aux femmes socialistes et aux partis socialistes de tous les pays : guerre à la guerre ! »* (Déclaration de la Conférence internationale des femmes socialistes contre la guerre, 1915).

En 1917, la manifestation du 8 mars à Petrograd que, comme il était de tradition, les groupes d'ouvriers socialistes organisaient en convoquant l'ensemble des travailleurs indépendamment de leur sexe et en défendant des revendications pour l'ensemble de la classe, se convertit en détonateur de la Révolution russe.

La guerre enleva tout doute ou confusion : les féministes "exigèrent" des gouvernements de faire partie de l'effort de guerre et participèrent au recrutement pour la boucherie ; le 8 mars socialiste de Petrograd fut le début de la Révolution mondiale.

Nuevo Curso, février 2018

## NOS POSITIONS

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'" indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex' communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les

comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

### NOTRE ACTIVITE

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

### NOTRE FILIATION

• Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le GIGC se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne, et des groupes de la Gauche communiste qui se sont développés en particulier dans les années 1970 et 1980 et qui sont issus de ces fractions.